



La résistance et la voix des femmes face à la destruction du territoire et aux fausses solutions



NOTRE OPINION

- **Les arbres génétiquement modifiés : une technologie qui accroît le nombre des plantations en régime de monoculture** p. 3

LA RESISTANCE ET LA VOIX DES FEMMES FACE A LA DESTRUCTION DU TERRITOIRE ET AUX FAUSSES SOLUTIONS

- **Les femmes dans la lutte contre les mines à El Salvador : « Nous sommes un essaim d'abeilles »** p. 6
- **Philippines : la défense des défenseurs, la défense des droits** p. 9
- **GRAINE de désespoir : les communautés perdent leurs terres et leurs sources d'eau dans l'agro-industrie d'OLAM au Gabon** p. 12
- **Dercy Teles parle de la mobilisation populaire des saigneurs de caoutchouc du Brésil** p. 15
- **La crise et l'épuisement de l'économie pétrolière au Venezuela : l'exploitation minière à grande échelle et les nouvelles frontières de l'extraction** p. 18



- **Des femmes amazoniennes et andines dans le VIII^e Forum panamazonien**
p. 23
- **Chili : la reprise de la résistance productive après les incendies de forêt**
p. 27

PIÈGES ET TROMPERIES QUI FACILITENT L'APPROPRIATION FONCIÈRE

- **Des projets REDD+ aux programmes REDD+ « juridictionnels » : encore une mauvaise nouvelle pour le climat et les communautés**
p. 32

LES ACTIONS EN COURS

- **Mobilisation pour dénoncer les abus de la SOCFIN, dont le groupe Bolloré est un des actionnaires principaux**
p. 37
- **Pour la défense des peuples indigènes en isolement volontaire du Brésil et du Pérou**
p. 37
- **Inde : le gouvernement de l'Odisha ne doit pas ignorer les droits forestiers sur le site du projet de POSCO**
p. 38
- **Agua Zarca, au Honduras : le piège des banques**
p. 38
- **Appel à l'action : aidons les activistes à arrêter l'abattage de la dernière forêt de plaine européenne**
p. 39
- **Philippines : des femmes demandent l'arrêt des bombardements à Marawi et la révocation de la loi martiale à Mindanao**
p. 39

RECOMMANDATIONS

- **50 ans plus tard : un bilan de l'impact des opérations de la Banque asiatique de développement sur la région**
p. 40
- **Rapport sur la transparence au sujet du marché du carbone au Pará, Brésil**
p. 40
- **Oilwatch : les nouvelles frontières de l'extraction pétrolière en Amérique latine**
p. 41
- **L'écologie, l'économie et la culture du bassin du Mékong : de Keng Kood Koo à Pha Chan le long d'un cours changeant**
p. 41
- **« La biotechnologie pour les biocombustibles », une nouvelle page web** p. 42



NOTRE OPINION



Les arbres génétiquement modifiés : une technologie qui accroît le nombre des plantations en régime de monoculture

Le Bulletin de janvier 2017 portait sur les nombreuses initiatives annoncées de par le monde qui encouragent l'expansion des plantations d'arbres sur des millions d'hectares ([Bulletin 228](#), janvier 2017). En même temps, l'industrie des plantations et celles de la pâte et du papier, entre autres, exercent de fortes pressions pour que soit autorisée la commercialisation des arbres génétiquement modifiés, et en particulier celle des eucalyptus et des peupliers. Cette fois donc, l'éditorial du Bulletin du WRM alerte sur la promotion des arbres GM.

Comme le WRM l'a bien signalé à maintes reprises (1), les arbres GM favoriseraient avant tout l'industrie des plantations et celles de la pâte et du papier. En effet, les arbres GM produiraient plus vite des fibres plus uniformes, ils auraient moins de branches et des troncs plus droits, ce qui permettrait de raccourcir les cycles de coupe et de replantation et de rapporter par conséquent davantage de bénéfices. Les arbres GM résistants aux maladies conviendraient aux entreprises de plantation industrielle, puisque leurs grandes plantations y sont particulièrement vulnérables. Les arbres manipulés pour être stériles pousseraient plus vite, car ils se concentreraient sur la croissance et non sur la production de fleurs. Certaines zones qui ne se prêtent pas aux grandes plantations d'arbres, comme celles sujettes à des gelées ou des sécheresses occasionnelles, pourraient être couvertes d'eucalyptus GM résistants au gel ou au manque d'eau. En plus, les arbres GM à faible taux de lignine simplifieraient la transformation de la cellulose de bois en un carburant liquide (l'éthanol), les rendant attrayants pour les entreprises du secteur de l'énergie. De même, l'UE est en train d'encourager les *pellets* de bois provenant des « plantations de biomasse » en tant que sources d'énergie « renouvelables », et on allègue que les arbres GM à croissance rapide permettraient de produire davantage de biomasse en moins de temps.

Cela n'annonce rien de bon pour les forêts et pour les communautés qui en dépendent. C'est également une mauvaise nouvelle pour les communautés qui vivent dans ou à



proximité des plantations industrielles, car les arbres GM ne feraient qu'aggraver les effets dévastateurs bien connus de ces plantations sur les sols, l'eau, la biodiversité, les moyens de subsistance et la culture. Les peupliers et les eucalyptus sont extrêmement inflammables. En cas de sécheresse, ces énormes plantations d'arbres inflammables sont le meilleur moyen de provoquer une catastrophe. Un grand incendie de forêt vient de balayer une région du Portugal où de vastes étendues sont couvertes de plantations d'eucalyptus. L'incendie a tué plus de 60 personnes. Début 2017 au Chili, les incendies ont brûlé 600 000 hectares, anéanti des villages entiers et détruit les moyens d'existence de la population. Ces incendies deviendront plus fréquents et violents à mesure que la monoculture d'arbres se développera.

En juin de cette année, la Conférence sur la biotechnologie des arbres de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO) a eu lieu au Chili. Les derniers progrès accomplis en biotechnologie forestière y ont été vantés. Cette conférence biennale de l'IUFRO est une plateforme qui facilite les liens entre les entreprises qui s'occupent de la modification génétique des arbres, les plantations industrielles et les centres de recherche en biotechnologie des universités, leur permettant de travailler de concert pour avancer dans le domaine des arbres GM.

La conférence de cette année, organisée par l'Université de Concepción, a eu lieu dans la région du Bío Bío, celle qui a subi début 2017 les pires incendies de forêt de l'histoire du pays, celle aussi où se trouve l'une des plus grandes étendues de plantations industrielles du pays. Le choix de planter surtout des eucalyptus et des pins a été durement critiqué, accusé d'avoir augmenté la probabilité et la gravité des incendies qui ont consumé des villages entiers. Comme l'a signalé un communiqué de presse de la campagne Stop GE Trees, le fait que la conférence de l'IUFRO ait eu lieu dans la région ravagée par le feu a été « une gifle pour ceux qui avaient tout perdu ». (2)

Il suffit de regarder la liste des sponsors de la conférence pour savoir quels étaient les intérêts en jeu :

- * FuturaGene : filiale de la société papetière Suzano qui contrôle près de 900 000 hectares au Brésil. En 2015, le Brésil a approuvé la demande de FuturaGene d'autoriser l'utilisation commerciale des eucalyptus GM, en dépit de la forte opposition locale, nationale et internationale et malgré les preuves que les eucalyptus GM intensifient les effets négatifs des plantations industrielles. Cette approbation de la commercialisation d'arbres GM a été la première en Amérique latine. (Pour davantage d'information voir [l'article du Bulletin 213](#) de mai 2015.)
- * ArborGen : producteur états-unien de plants transgéniques. En 2015, le Département de l'agriculture des États-Unis a autorisé cette entreprise à vendre un pin *taeda* GM à forte densité de bois (3). Elle cherche maintenant à faire approuver un eucalyptus GM résistant au gel, avec l'intention d'en faire de grandes plantations dans le sud des États-Unis. D'après le Service forestier du pays, la consommation d'eau de cette espèce dépasse de 20 % celle des espèces indigènes, et elle est en plus très inflammable. (Pour davantage d'information voir un [article du Bulletin 206](#) de septembre 2014.)
- * Le groupe Arauco : l'une des plus grandes entreprises de plantation industrielle d'arbres du monde ; elle a des usines de pâte au Chili, en Argentine, au Brésil, en



Uruguay, aux États-Unis et au Canada, et des activités commerciales dans plus de 80 pays (4). Au Chili, Forestal Arauco est un des groupes économiques les plus influents du pays et possède de vastes étendues de plantations d'arbres. Entre 2004 et 2007, l'Université de Concepción et celle d'Andrés Bello ont fait pour le compte de Forestal Arauco des expériences sur des eucalyptus GM résistants au froid. (Pour davantage d'information voir un [article du Bulletin 212](#) de mars 2015.)

Les entreprises et les gouvernements s'efforcent d'appliquer la manipulation génétique à la monoculture d'arbres, mais les communautés directement touchées par ces plantations ne cessent de s'opposer avec force à ce qui implique l'intensification et l'expansion d'une industrie destructrice.

Les communautés traditionnelles et mapuches du Chili, ainsi que des organisations nationales et internationales, se sont opposées à la conférence de l'IUFRO et ont dénoncé que les arbres GM vont aggraver les répercussions des plantations industrielles d'arbres dont la nocivité a déjà été prouvée. En outre, plusieurs groupes sont en train de s'organiser aux États-Unis pour éviter qu'ArborGen soit autorisée à commercialiser un eucalyptus GM résistant au gel. Vous pouvez [adhérer à cette campagne en signant ici](#).

Il est temps d'arrêter l'expansion des plantations industrielles d'arbres !

- (1) <http://wrm.org.uy/fr/index-par-themes/les-plantations-darbres/arbres-genetiquement-modifies/>
 - (2) http://wrm.org.uy/highlighted_post/declaration-from-the-campaign-to-stop-ge-tree/
 - (3) <http://www.mintpressnews.com/usda-moving-toward-less-oversight-regulation-regarding-new-ge-trees/202163/>
 - (4) <http://www.arauco.cl/informacion.asp?idq=626&parent=625&idioma=21>
-



LA RESISTANCE ET LA VOIX DES FEMMES FACE A LA DESTRUCTION DU TERRITOIRE ET AUX FAUSSES SOLUTIONS



Les femmes dans la lutte contre les mines à El Salvador : « Nous sommes un essaim d’abeilles »

En mars 2017, le peuple salvadorien a remporté une énorme victoire. La Loi sur l’interdiction des mines de métaux a déterminé l’interdiction absolue de l’exploration, l’exploitation et la transformation minières, à ciel ouvert ou souterraines, ainsi que l’emploi de substances toxiques comme le cyanure et le mercure. La loi ayant effet rétroactif, toutes les demandes de permis en cours sont annulées. Le risque d’endommager les fleuves et les sources a été l’un des thèmes de la lutte des mouvements sociaux contre l’industrie extractive.

Cette loi est l’aboutissement de plus de dix ans de lutte des organisations de base et des leaders communautaires qui se sont opposés surtout aux activités de la mine El Dorado, située dans le département central de Cabañas. Propriété au départ de la société Pacific Rim, la mine appartient maintenant à la société australienne et canadienne OceanaGold. L’opposition au projet El Dorado fut l’objet d’une répression brutale qui se solda par un nombre tragique de morts et de blessés.

Bien que la participation active des femmes aux processus de résistance soit rarement mentionnée, celles qui sont derrière la lutte contre les mines à El Salvador non seulement ont su rester sur le pied de guerre mais en sont devenues des protagonistes.

En cette occasion nous avons parlé avec Rhina Navarrete, coordinatrice générale de l’ASIC (Asociación Amigos de San Isidro Cabañas).



1. Qu'est-ce qui a poussé la population à résister avec autant de force et pendant si longtemps au projet El Dorado ?

La défense de l'eau en tant que ressource a été l'une des raisons principales, étant donné que la majorité de la population avait bien compris que la commune allait perdre cet élément vital. D'autre part, il y a eu certains événements, comme la mort du bétail dans les zones où on avait fait des prospections, et quelques puits qui s'étaient taris également.

2. Comment avez-vous organisé la résistance ? Quelle a été votre stratégie ?

Il y a eu plusieurs étapes. D'abord, il a fallu recueillir toute l'information possible au sujet du projet minier, afin de connaître de première main les effets qu'il aurait sur la région et sur le pays. Ensuite on a entrepris de travailler sur le terrain afin d'informer les communautés sur les effets négatifs de l'extraction de métaux. On a organisé des forums d'information avec des spécialistes en la matière (Robert Moran et Dina Larios) et aussi avec d'autres personnes qui avaient déjà de l'expérience quant aux dégâts que cause l'industrie minière, comme c'est arrivé au Honduras (Juan Almandares). On a élaboré du matériel écrit, audiovisuel et pour les radios dans un langage populaire pour qu'il soit facile à assimiler par toute la population. Des alliances stratégiques ont été faites aussi avec d'autres organisations du pays.

Quelle a été la réaction de l'entreprise ?

L'entreprise n'est pas restée les bras croisés. Elle a entrepris une campagne de promotion dans les communautés, pour essayer de leur faire croire que le cyanure n'était pas mortel, mais la plupart des gens ne l'ont pas cru. D'autre part, elle a employé les tactiques qu'elle utilise au plan mondial : soudoyer les autorités, les gouvernements locaux et les leaders communaux, fournir des services sociaux, etc. Les représentants de l'entreprise assistaient parfois à nos forums, afin de mettre en question ce que disaient les présentateurs, sans savoir qu'ils auraient affaire à des scientifiques experts en la matière.

4. Quel rôle ont joué les femmes dans cette lutte ? En quoi leur participation a-t-elle été différente de celle des hommes ?

Pour commencer, dans les espaces d'information la majorité des présents étaient des femmes. Ensuite, à mesure que la population se mettait au courant et prenait conscience de l'importance du problème les femmes ont commencé à diriger le processus de lutte (il y a eu une dizaine de femmes leaders). Elles ont fait partie d'une stratégie de dénonciation et de mobilisation.

5. À ton avis, pourquoi les femmes ont-elles pris un rôle si important ?

Premièrement parce que nous sommes plus nombreuses que les hommes. D'autre part, ce sont les femmes qui souffrent le plus des conséquences des désastres et des conflits, ainsi que des conséquences sur l'économie, sur la santé, etc. Une femme sait à quel point l'eau et la nourriture sont nécessaires au foyer, qu'elles soient mères célibataires ou non. Je ne dis pas que l'homme l'ignore, mais c'est la femme qui est chargée directement de fournir les moyens de survie, elle qui s'occupe de la famille, du ménage, du jardin et de l'élevage d'animaux domestiques.

La femme est plus sensible aux problèmes dont souffre l'humanité, et elle est excellente quand il s'agit de soigner et de gérer les biens (ceux de la mère nature, de la déesse des



mers, etc.). Ses convictions sont fermes et il n'est pas facile d'acheter sa volonté quand elle sait que la vie est en jeu.

6. Pour avoir une participation active à la résistance, les femmes ont-elles dû lutter aussi au sein de leurs communautés ou de leurs foyers ?

Les femmes ont conquis leur propre espace. Les cas où des éléments masculins ont obscurci leur participation ont été exceptionnels. De même, je crois que leur combat principal a eu lieu au foyer, puisqu'elles devaient quitter leur famille pour pouvoir rejoindre la lutte.

7. Penses-tu que la victoire remportée soit définitive, ou faut-il rester vigilant ?

La loi qui interdit l'extraction de métaux à El Salvador ne garantit rien, car c'est une loi secondaire qui peut être modifiée ou annulée à n'importe quel moment. Tant que le pays maintiendra son adhésion aux traités de libre-échange nous resterons exposés à des menaces, et non seulement à celles de l'industrie minière. D'autre part, les législateurs changent tous les trois ans, et personne ne peut nous assurer que la prochaine législature ne modifiera pas les choses. Pour l'instant du moins, nous pouvons être plus ou moins tranquilles en ce qui concerne les mines, mais l'avenir des Salvadoriens reste incertain. Surtout maintenant qu'il y a la loi sur les partenariats publics-privés, dont le but est d'augmenter l'investissement privé et surtout les investissements étrangers directs, d'autant plus que le président a publié son intention d'appliquer cette loi.

8. Quel serait ton message aux autres femmes et communautés en lutte contre les entreprises minières qui essaient de s'approprier leurs territoires ?

Je leur dirais que nous sommes la majorité. Nous sommes un essaim d'abeilles, de fourmis, et nous avons la capacité de changer le cours de l'histoire si, hommes et femmes, nous restons unis. J'insiste, les femmes sont majoritaires. Nous avons le droit et la responsabilité de défendre la vie et le territoire. Je crois que l'humanité doit comprendre très clairement que l'ennemi est partout le même et qu'il s'appelle CAPITALISME. Nous devons reprendre notre rôle dans le soin de la création ou dans l'évolution, suivant la perspective idéologique de chaque individu. Ce qui est en jeu, c'est la conservation de l'être humain, ou sa destruction. Nous savons que les richesses sont privées, mais les conséquences des richesses nous touchent tous. C'est le peuple qui paie, on nous vend ce qu'on nous vole et, tout au long de l'histoire, les morts sont toujours les mêmes. L'or ne se mange pas, ce n'est pas un bien indispensable pour l'humanité. L'eau est une ressource finie. Mais surtout, les femmes ont une grande capacité à aimer, à aimer avec le cœur, donc à fortifier l'amour du prochain, l'amour de la vie, de la famille, de l'humanité, de la nature, de la création ou de l'évolution. La clé de la victoire est dans l'AMOUR.



Philippines : la défense des défenseurs, la défense des droits

Juvy Capion, mère de trois enfants, était membre du peuple B'laan dont elle défendait avec ardeur le domaine ancestral, situé dans la province philippine de Cotabato du Sud, contre le projet minier de Tampakan. Sa maison fut mitraillée le matin du 18 octobre 2012. Les hommes du 27^e Bataillon d'infanterie des Forces armées des Philippines (FAP), qui menaient l'opération, dirent qu'il s'agissait d'une opération militaire légitime contre un bandit. Le « bandit » en question était Daguil Capion, mari de Juvy, un leader tribal qui, lui aussi, s'opposait fortement au projet minier. La fusillade tua Juvy et ses deux fils : Jordan, de 12 ans, et John, de 8 ans. Vicky, de 4 ans, fut la seule survivante. Quant à Daguil, il n'était pas chez lui à ce moment-là.

Cette affaire, que l'on appelle « le massacre des Capion », est une des 31 tueries associées aux mines et à d'autres activités extractives qui eurent lieu pendant le gouvernement précédent, celui d'Aquino, et qui n'ont pas été éclaircies.

Pendant ce temps, l'exécution du Projet minier de Tampakan de la société Sagittarius Mines (dont la société australienne Indophil Resources NL possède des parts) poursuit son chemin. Le site du projet s'étend sur près de 10 000 hectares et se superpose à des terres agricoles et à des domaines traditionnels des B'laan. Il est présenté comme le projet d'extraction de cuivre et d'or le plus grand du Sud-est asiatique.

Le nouveau gouvernement du président Duterte s'engagea à ne permettre que « l'extraction minière responsable » dans le pays, et à fermer toutes les mines qui avaient des effets négatifs sur l'environnement. Il nomma Regina Lopez à la tête du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (DENR en anglais). Mme Lopez étant connue pour ses activités contre les mines, sa désignation fut bien accueillie par les communautés touchées par les mines et par les organisations écologistes. Elle ordonna des inspections des mines qui aboutirent à la fermeture de 23 entreprises minières et à la suspension de 5 autres. Plus tard, elle ordonna également l'annulation de 75 contrats miniers, dont celui de Tampakan.



Ces mesures provoquèrent le courroux de l'industrie minière, qui fit pression sur le Comité des désignations du Congrès pour faire annuler la nomination de Mme Lopez au DENR. Les communautés locales, les mouvements écologistes et le public en général soutenaient Mme Lopez mais, après une longue série de séances du Congrès, Mme Lopez fut finalement destituée. Le ministre des Finances, Carlos Dominguez, poussa un soupir de soulagement : sa famille est fortement liée à plusieurs sociétés minières, et son frère est un cadre de chez Sagittarius Mines.

Le président, autrefois favorable à Mme Lopez, se tint à l'écart quand sa désignation fut rejetée. La promesse électorale d'une « industrie minière responsable » fut oubliée. Le lobby de l'industrie minière avait gagné et son programme est maintenant fermement établi. Tous les ordres de fermeture sont en appel et le secrétaire Dominguez a assuré aux industriels que tout est redevenu normal et que jamais plus on ne prendra de mesures adverses aux mines. « Jamais plus », a dit Dominguez. Duterte a nommé à la tête du DENR Roy Cimatu, un général de l'armée à la retraite qui continue de parler d'extraction minière responsable et de trouver « l'équilibre entre les investissements miniers et l'environnement », mais qui a bloqué l'ordre administratif de Mme Lopez interdisant les mines à ciel ouvert dans le pays.

En plus de favoriser encore davantage les investissements de généraux à la retraite et d'autres militaires fortement impliqués dans l'industrie minière, la désignation d'un militaire au ministère de l'Environnement militarise les conflits miniers et d'autres conflits associés aux ressources naturelles. Or, ceci est très inquiétant. D'après la documentation de la campagne nationale contre les mines dénommée *Alyansa Tigil Mina* (ATM), au cours des 10 premiers mois de l'administration Duterte il y a déjà eu 15 défenseurs des droits de l'homme tués quand ils défendaient leurs terres et territoires. La plupart étaient des leaders communautaires qui dirigeaient des campagnes contre les mines et l'accaparement de terres. Une des victimes les plus récentes était une avocate spécialisée dans les droits de l'environnement et les droits de l'homme, Mme Mia Mascarinas. Ces meurtres viennent s'ajouter à ceux des plus de 8 000 femmes, hommes et enfants qui ont été tués pendant la guerre de Duterte contre la drogue.

Plus alarmant encore est le fait que le président Duterte ait instauré la loi martiale à Mindanao en juin 2017, soi-disant pour répondre au terrorisme de l'organisation État islamique dans la région. La population de Mindanao compte de nombreux musulmans, et de nombreux peuples indigènes. En outre, l'île est considérée comme la capitale minière du pays.

Tandis que les communautés de Mindanao subissent les sévères conséquences de la guerre contre le terrorisme – des attaques aériennes qui tuent des civils et détruisent des maisons, des milliers de familles en fuite, le manque de nourriture et de tout l'essentiel dans les centres de réfugiés, des civils pris entre deux feux – l'industrie minière se hâte de soutenir la guerre de Duterte et la loi martiale. Les opérations minières à grande échelle de la région, dont la plupart figurent dans l'ordre de fermeture de l'ancienne ministre Lopez, ont annoncé qu'elles « fonctionnent comme d'habitude » et qu'elles trouvent rassurante la présence accrue des militaires dans la région.

Rien d'étonnant qu'avec la détérioration des droits de l'homme et grâce au gouvernement violent et militariste de l'administration Duterte la confiance des grandes entreprises et des investisseurs étrangers dans le pays ait augmenté : cela fera taire



l'opposition des communautés locales, des organisations populaires et des mouvements sociaux. Le moins qu'on puisse dire c'est que la déclaration du président Duterte contre les droits de l'homme (1) et ses menaces aux activistes et aux défenseurs des droits de l'homme (2) sont effrayantes : « Ne croyez pas ce que disent ces activistes des droits de l'homme. Je vais vous tuer avec les drogués, je vais vous décapiter. Vous n'allez pas m'inquiéter avec ça. Essayez de me mettre derrière les barreaux »(3). Sa protection excessive de la police et des forces militaires, auxquelles il assure que, dans la guerre contre la drogue et la criminalité lui, le président, leur fournira leur soutien inconditionnel, est une promesse d'impunité. Il a assuré la même chose aux soldats quand il a instauré la loi martiale : « J'irai en prison pour vous. Si vous avez violé trois femmes, j'en prendrai la responsabilité. » Il est évident que ces déclarations incitent à la violence, à l'égard des femmes surtout. En plus, Duterte a utilisé les femmes comme incitation ou comme récompense pour les soldats. C'est un président violent, militariste et misogyne (5).

Dans ce panorama politique, la situation est très difficile pour les défenseurs des droits de l'homme, surtout pour ceux qui défendent les droits communautaires. Les intérêts des transnationales sont bien établis dans le gouvernement de Duterte. Les droits de l'homme et les activistes pour les droits de l'homme sont présentés comme diaboliques. Le meurtre, le viol et le cantonnement de la femme au rôle d'objet deviennent la norme. La culture de la violence et de l'impunité est fermement entretenue. En outre, la popularité de Duterte se maintient parmi ses 16 millions d'électeurs, et il l'utilise pour justifier son autoritarisme croissant.

Le président Duterte ne dirige le pays que depuis un an. Pour Juvy Capion et ses fils, et pour le nombre croissant de femmes, d'hommes et d'enfants tués pour avoir défendu leurs droits, leur terre, leur vie, la justice reste difficile à atteindre.

Cependant, il y a des communautés, des groupes, des organisations qui, malgré la crainte et les problèmes de sécurité, continuent de parler fort. Ils se réunissent pour mener des actions organisées contre tous ces abus, et vont dans les communautés pour discuter en profondeur des liens et des rapports qui existent entre le pillage continu des ressources naturelles et le militarisme du gouvernement actuel.

L'espoir réside dans les communautés et les peuples qui continuent de résister.

10 juin 2017

Judy A. Pasimio

LILAK (Purple Action for Indigenous Women's Rights)

(1) Aljazeera, Rodrigo Duterte: "I don't care about human rights", août 2017, <http://www.aljazeera.com/news/2016/08/rodrigo-duterte-human-rights-160806211448623.html>.

(2) Inquirer, "Duterte threatens to kill rights activists if drug problem worsens", novembre 2016, <http://newsinfo.inquirer.net/848933/duterte-threatens-to-kill-human-rights-activists-if-drug-problem-worsens>.

(3) Manila Standard, "Duterte vows to kill EU 'rights activists'", mai 2017, <http://manilastandard.net/news/top-stories/237140/duterte-vows-to-kill-eu-rights-activists-.html>.



(4) The Washington Post, “Duterte jokes that his soldiers can rape women under martial law in The Philippines”, mai 2017

https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2017/05/27/duterte-jokes-that-his-soldiers-can-rape-women-under-martial-law-in-the-philippines/?utm_term=.2a4d86247043.

(5) <http://cnnphilippines.com/news/2016/04/20/duterte-complaint-womens-rights-group-chr.html>.



GRAINE de désespoir : les communautés perdent leurs terres et leurs sources d'eau dans l'agro-industrie d'OLAM au Gabon

« Dans ces soit disant contrats gagnants-gagnants, j'aimerais bien savoir ce que nous Communautés impactées nous gagnons, au contraire nous perdons et nous sommes même en train de mourir à petit feu » C'est avec ce cri de désespoir que Célestine Ndong (1) décrit la situation amère à Mouilla, Gabon, où le programme GRAINE se déploie depuis quelques années.

Le programme GRAINE qui signifie « Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés » a commencé en Décembre 2014. Avec le soutien de l'agro-industrie multinationale OLAM International est donc né ce Partenariat Public-Privé (PPP) qui s'est donné pour objectif de : réduire la pauvreté et assurer la création d'emplois ; assurer la sécurité alimentaire ; soutenir le développement et la diversification économique en république Gabonaise (2).

Lancée grâce à un soutien financier de la FAO (3), **GRAINE s'installera sur 200.000 hectares de terres occupée par des Communautés** (4). Sur ces 200.000 hectares de terres, le programme affirme que 120.000 seront dédiés aux petits exploitants et 80.000 à l'agriculture industrielle.



La SOTRADER (Société de Transformation Agricole et de Développement Rural) est son outil central dont OLAM Gabon est le partenaire technique. Détenue à 51% par l'Etat Gabonais et à 49% par OLAM International, cette Joint-venture est la "colonne vertébrale" du programme.

Un flou règne tellement entre ces deux entités qu'il est difficile aux communautés et citoyens du Gabon de les dissocier. Pour beaucoup, GRAINE n'est que la justification d'OLAM Gabon pour poursuivre sa mainmise sur le pays entrepris depuis 2010 (5). Pas seulement Palmier à huile mais aussi l'Hévéas, le Bois et d'autres ressources sont ciblées dans cette stratégie.

Sur le site web (6) qui est dédié à GRAINE à partir de celui de OLAM, on peut voir ce qui est dit de cette **initiative qui célèbre l'agrobusiness dans un pays qui peine à sortir de l'importation de produits alimentaires de base pour ses populations**. Cette importation qui lui coûterait environ 300 milliards de francs CFA par an [autour US 514 million de dollars] (7).

Ce Mercredi 8 Février 2017, avec un groupe de paysans et des paysannes et aussi d'organisations de la société civile Gabonaise et Internationales nous nous lançons sur l'axe Mouilla-Fougamou à la découverte des promesses de OLAM et ses alliés.

Rivières enterrées avec des réserves de poissons, emploi inexistant, précarité renforcées, terres accaparées, eaux polluées, abandon des villages par les jeunes, tel est le quotidien des populations.

« Nous sommes ici dans cette palmeraie de OLAM sur une terre qui a été remblayée, c'est une rivière qui contenait des poissons et toutes sortes de produits halieutiques pour notre consommation, mais vous voyez bien qu'elle n'existe plus ! OLAM a détruit cette rivière » prononce avec amertume une Dame, la soixantaine passée, peinante à se tenir debout.

Mboukou qui se trouve à environ 32 kilomètres de Mouilla paie un lourd tribut dans cette quête de OLAM à réaliser au Gabon, « **la plus grande plantation de palmier à huile d'Afrique** » (8) alors que la priorité pour le pays est à l'autosuffisance alimentaire.

Aussi le constat est claire que l'agriculture industrielle et pour l'exportation est ce qui importe le plus au programme GRAINE car sur les zones octroyées par l'Etat, seule celles où la culture du palmier est propice concentre les efforts de production. D'ailleurs on est déjà à 42.000 hectares de palmier à huile réalisés quand les cultures vivrières (Banane, Manioc, Tomate, Piment) n'atteignent que 8.000 hectares dans la zone de Ndendé par exemple.

A côté des terres accaparées et des rivières détruites, **ils sont également bien inexistant les emplois promis aux jeunes du village**. La visite des plantations nous a permis de voir qu'une main- d'œuvre venant d'Asie. Même les tâches les plus usuelles dans les palmeraies étaient assurées par des ressortissants non Gabonais.

La main d'œuvre locale se fait donc rare et est une denrée en voie de disparition.



A Yamba, autre village où OLAM a ses plantations, le constat est tout aussi affligeant. Les plantations de OLAM sont « à la porte des habitations » alors qu'une distance réglementaire est exigée par les textes de loi du Pays. « **L'administration et les opérateurs forestiers avaient proposés une zone tampon de cinq kilomètres que les populations jugeaient insuffisante, aujourd'hui comme vous pourriez le constater ces plantations sont à moins de deux kilomètres de nos cases** » s'indigne ce cultivateur de Saint-Martin un autre Village aussi impacté.

GRAINE continue pourtant de crier qu'il est un programme unique en son genre, qu'il vise le développement local et la diversification de l'économie Gabonaise alors que dans le même temps, des acteurs de GRAINE comme OLAM ont exporté de l'huile vers l'Espagne, le Cameroun et le Nigeria.

« Ce programme est visiblement un piège pour nous emmener à perdre nos terres à travers ces contrats difficiles à comprendre et à avoir copie » rumine de colère un membre d'une coopérative rémunérée mensuellement par le programme GRAINE.

« Dans leurs explications, les techniciens de la SOTRADER nous font bien voir la menace qui plane sur nous, si nous n'arrivons pas à avoir une production qui rembourse le préfinancement consentis par OLAM et la SOTRADER, à savoir semences, engrais, machines et les salaires de 100.000 francs CFA » poursuit il.

Alors qu'il a offert des titres fonciers (9), qui sont pour beaucoup contestés du fait du manque de concertation et de consultation des populations (mais qui en fait sont des Décrets signés par lui), le Président de la République, main dans la main avec OLAM assure faire du développement pour le Gabon. Pourtant, cette ère qui se lève et où les paysans et paysannes sont transformées en salariées dans des Coopératives suscitées et fabriquées par ce programme GRAINE, augure de bien de problèmes pour le défis de l'alimentation des Gabonais par les paysans et paysannes au Gabon.

RADD Cameroun; SEFE Cameroun; YETHIO Côte d'Ivoire; SYNAPARCAM Cameroun; GRAIN y WRM

- (1) Ce nom a été modifié pour des raisons de sécurité.
- (2) Rapport du Forum GRAINE, du 5 au 7 Novembre 2015
- (3) <https://www.oxfordbusinessgroup.com/news/progression-des-plans-gabonais-en-mati%C3%A8re-d%E2%80%99agriculture>
- (4) <https://www.farmlandgrab.org/post/view/25462>
- (5) http://49tmko49h46b4e0czy3rlqaye1b.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2011/12/nov152010-gabon_palm-ppt.pdf
- (6) <http://olamgroup.com/products-services/food-staples-packaged-foods/palm/upstream/graine/>
- (7) <http://gaboneco.com/projet-graine-ces-plantations-de-l-espoir.html>
- (8) Interview de Gagan GUPTA, in African Business numero 40, Aout-Septembre 2015
- (9) <http://gabonreview.com/blog/des-agrements-des-titres-fonciers-et-des-graines-prometteuses-dans-la-ngounie/>



Dercy Teles parle de la mobilisation populaire des saigneurs de caoutchouc du Brésil

Dercy Teles de Carvalho fut en 1981 la première présidente d'un syndicat des travailleurs ruraux du Brésil, dans la petite ville de Xapuri, dans l'État d'Acre. Xapuri devint célèbre dans le pays et au plan international grâce au successeur de Dercy à la direction du syndicat : Chico Mendes. À l'occasion de la rencontre sur « Les effets des politiques environnementales et climatiques sur les populations traditionnelles : gestion forestière, REDD, PSA » (1), nous avons parlé avec elle de la riche histoire de la mobilisation populaire des saigneurs de caoutchouc, des difficultés, des enseignements et des défis qu'elle a comportés.

Dercy appartient à une famille de saigneurs de caoutchouc traditionnels. Son père, comme la plupart des saigneurs, vint du nord-est du Brésil en quête d'une vie meilleure. C'est lui qui lui apprit la lecture et l'essentiel de l'arithmétique. La militance de Dercy commença pendant la dictature militaire, dans les Communautés ecclésiastiques de base (CEB). Inspirée par la théologie de la libération, c'est dans les CEB qu'elle commença à réfléchir à la façon d'influer sur la réalité des peuples. Ensuite elle devint l'une des enseignantes d'éducation populaire qui travaillaient gratuitement dans les communautés. En appliquant la méthode de Paulo Freire (2), ces enseignants élaboraient des matériels didactiques adaptés à la réalité des saigneurs de caoutchouc, dans le langage de la communauté. Elle raconte que ce travail était très amusant, mais que pour arriver aux endroits où se trouvaient les salles de classe ils devaient parfois marcher pendant douze heures.

À partir du moment où l'élevage commença à s'établir dans l'État de l'Acre, dans les années 1970, les conflits démarrèrent entre les saigneurs et les éleveurs qui étaient de grands propriétaires terriens. C'est à cette époque-là que les saigneurs de caoutchouc, qui dépendaient de la forêt, commencèrent à employer avec succès une tactique qui consistait à se rendre avec une délégation nombreuse chez les travailleurs qui conduisaient les tracteurs avec lesquels on détruisait la forêt, pour les sensibiliser au problème.



En 1981, Dercy fut élue présidente du syndicat des travailleurs ruraux par plus de 900 délégués hommes et femmes. À l'époque, les leaders syndicaux n'étaient pas rémunérés. On comptait sur les camarades pour contribuer à payer les déplacements et les rencontres. C'est également à cette époque qu'ils constituèrent le Parti des Travailleurs (PT), au pouvoir en Acre depuis plus de 20 ans.

Question : À ton avis, quels ont été les principaux enseignements que vous avez tirés de la lutte des saigneurs de caoutchouc ?

Dercy : Au cours de la lutte qui s'est déroulée à Xapuri à partir des années 1970 nous avons créé beaucoup d'instruments qui ont fortifié cette lutte et qui ont rendu possible de faire connaître la commune de Xapuri aux plans national et international, à partir du mouvement syndical et avec la participation de Chico Mendes et d'autres encore. Nous nous sommes rendu compte que le syndicat des travailleurs ruraux ne réussissait pas à embrasser la réalité particulière des saigneurs de caoutchouc. Par conséquent, nous avons créé des organisations spécifiques, comme le Centre des travailleurs de l'Amazonie, qui s'est occupé des questions de santé et de commercialisation. En 1985, nous avons organisé dans l'Université de Brasilia la première rencontre nationale des saigneurs du Brésil et nous avons créé le Conseil national des saigneurs de caoutchouc (CNS), avec l'aide de plusieurs collaborateurs. À partir de là, nous avons commencé à concevoir la RESEX (*Reserva Extractivista*), qui était une sorte de réforme agraire mais différente en ce qu'elle s'occupait surtout de ce qui était spécifique à l'extractiviste/cueilleur. On a élu la direction du CNS et nous avons commencé à définir les domaines dans lesquels il fallait agir pour que l'extractiviste/cueilleur puisse vivre à sa manière. Après cela, tout a échoué, parce que nous n'avons pas surveillé, contrôlé le processus. Nous avons tout donné, nous avons créé une structure et l'avons remise à des personnes qui n'appartenaient pas aux organisations et qui ont fini par l'utiliser d'une façon absolument contraire à ce que nous avons rêvé. Le gouvernement du PT a récupéré tout le monde et, tout en affirmant que tout est merveilleux en matière de 'développement durable', il est devenu le pire ennemi des saigneurs de caoutchouc. Aujourd'hui nous voyons que les interventions du gouvernement ont détruit le mouvement. Les enseignants ont maintenant des contrats mais, avec le PT, les écoles libératrices d'autrefois sont devenues des écoles traditionnelles où l'on prépare les gens pour vivre dans la ville et non pour vivre dans la forêt. Il est devenu très difficile de mobiliser les gens. Le manque de crédibilité est très grand. Les gens ne vont aux réunions que s'ils ont quelque chose à gagner. Si c'est pour apprendre, ils n'y vont pas. À l'heure actuelle, les leaders du Syndicat des travailleurs ruraux de Xapuri sont rémunérés et ils se sont éloignés de la base. Depuis la dernière élection de la direction du syndicat, celui-ci est au service des entreprises forestières. (3)

Alors, ce que je dis maintenant, surtout à la jeunesse, aux personnes qui sont en train de construire un processus de lutte, de défense de leurs droits et de leurs territoires, c'est qu'il faut faire confiance mais en restant attentifs. Et au moment de choisir un candidat à n'importe quel poste pour qu'il représente la communauté, il faut veiller à ce qu'il soit vraiment représentatif de ce que la communauté souhaite. Il ne peut pas parler au nom de la communauté sans avoir discuté d'abord avec elle ; autrement, sa représentation sera illégitime, il ne représentera pas la volonté de la communauté. Ceci est très important, parce que c'est ce qui nous a fait perdre beaucoup de ce que nous avons construit : nous avons laissé nos intérêts entre les mains de personnes auxquelles nous faisons confiance mais qui n'ont pas été à la hauteur de cette confiance.



Question : Qu'est-ce pour vous qu'une « réserve extractiviste » (RESEX), telle que vous l'aviez conçue et non telle qu'elle est devenue ? Quelle en était l'idée essentielle ?

Dercy : L'idée principale consistait à institutionnaliser un type de réforme agraire qui réponde aux spécificités de la culture et de la population traditionnelles. Il ne s'agissait pas d'un parcellement, parce que le parcellement de la terre ne répond pas aux particularités de la culture et de la population traditionnelles. Donc, la réserve a été prévue comme un moyen de promouvoir une réforme agraire appropriée à la réalité de la population des seigneurs de caoutchouc, à une époque où cette population était assez considérable.

Question : Quelle était votre idée à propos des décisions sur ce qu'il fallait faire dans la réserve ? Qui devait prendre ces décisions ?

Dercy : Dans le projet originel de la réserve extractiviste, le point principal était qu'elle serait gérée par ceux qui l'habitaient. On avait même dressé un plan d'utilisation avec la participation des habitants, où l'on avait précisé point par point ce qui pouvait et ce qui ne pouvait pas se passer dans la réserve. Et ils en seraient les principaux responsables.

Question : Qu'est devenue aujourd'hui la réserve extractiviste ?

Dercy : Avec l'intervention du gouvernement, de personnes extérieures à la réserve, avec la présence d'agents de l'extérieur dans la réserve, tout le projet originel s'est dénaturé. Le plan d'utilisation de la réserve a été graduellement modifié dans les cabinets de Brasilia [la capitale du Brésil], avec la participation de ces gens qui prétendent être les représentants de la communauté mais qui ne représentent rien, parce que ce sont des fonctionnaires du gouvernement, ils sont au service du gouvernement et non de la communauté. Alors tout le plan s'est écroulé et le plan qui existe aujourd'hui répond aux intérêts du gouvernement et non à ceux des travailleurs. La vie dans la réserve est devenue pénible aujourd'hui, parce que les gens sont toujours inquiets, ils sont criminalisés, on leur fait payer des amendes exorbitantes s'ils font des jardins de subsistance alors qu'ils reçoivent 100 réaux [environ 30 dollars] de la « bourse forestière » (4). Et il n'y a personne à qui demander de l'aide, parce que l'Institut Chico Mendes, qui gère la réserve, ne vient là que pour punir, mettre des amendes, accuser et menacer. Il n'y a pas de système d'éducation pour que les gens puissent vivre en harmonie avec la nature, et le gouvernement n'offre pas les conditions nécessaires pour qu'on puisse survivre sans porter atteinte à la nature, parce qu'il est démontré depuis des siècles qu'une des activités harmonieuses avec la nature c'est l'extraction du latex et de la *castanha*. Or, la *castanha* ne figure même pas dans la planification et l'extraction du latex est en faillite parce qu'il n'existe pas de marché qui l'absorbe. Il en résulte une expulsion en douceur : les gens s'en vont d'eux-mêmes.

Question : En plus de tout ce que vous avez déjà-dit, qu'ajouteriez-vous à l'intention des jeunes activistes qui s'inspirent de cette lutte de Xapuri ? Comment pourrait-on récupérer ce qui a été perdu ?

Dercy : Il faut toujours être le levain de la pâte. En ce qui concerne l'apprentissage, le message que j'adresse aux jeunes est le suivant : nous devons apprendre en faisant et



faire en apprenant, parce que c'est la seule manière que nous avons d'apprécier notre milieu, notre culture et notre territoire. Cette réunion que nous avons ici a pour but d'unir les personnes indigènes et non indigènes qui vivent dans la forêt. Sans la forêt nous ne pouvons pas vivre. La seule chose qui reste dans la ville c'est le trafic de la drogue. Nous allons oublier nos désaccords, et ce ne sera pas pour nous ; nous avons lutté pendant 40 ans déjà, et aujourd'hui j'ai le plaisir d'encourager à lutter encore. Notre principal ennemi est le capitalisme et nous ne sommes pas en train de le combattre parce que nous sommes désunis.

(1) Vous trouverez plusieurs interviews réalisés au cours de cette rencontre, y compris un entretien avec Dercy Teles (en portugais), sur

http://encontrodexapuri.blogspot.nl/2017/06/blog-post_7.html

(2) Éducateur brésilien qui s'est rendu célèbre pour sa contribution dans le domaine de l'éducation populaire.

(3) Voir l'article du Bulletin 197 du WRM sur les plaintes des habitants de la RESEX Chico Mendes à Xapuri, concernant la dénommée « gestion communautaire des forêts », <http://wrm.org.uy/es/articulos-del-boletin-wrm/seccion1/brasil-voces-de-comunidades-en-acre-alertan-sobre-violaciones-involucradas-con-el-manejo-forestal-sustentable-comunitario/>.

(4) L'État remet 100 réaux par mois, soit environ 30 dollars, aux familles qui vivent dans la forêt, à condition qu'elles n'y touchent pas. Elles ne doivent pas, par exemple, y faire du feu pour préparer le sol à la culture.



La crise et l'épuisement de l'économie pétrolière au Venezuela : l'exploitation minière à grande échelle et les nouvelles frontières de l'extraction

Le Venezuela est un pays bien connu, non seulement parce que c'est l'un des principaux exportateurs de pétrole du monde mais en raison de la crise extraordinaire qui touche en ce moment tous les domaines de la vie sociale du pays. Malgré la vaste couverture médiatique internationale de la situation, les versions dominantes sont remarquablement



biaisées, manipulées et incomplètes, et il est rare qu'elles mentionnent les causes profondes du problème (1).

En plus des disputes électorales habituelles des principaux partis politiques, les élites politiques économiques se disputent en ce moment le contrôle de l'État pétrolier et la gestion de l'extraction dans le pays. Cependant, le problème devient plus profond du fait que le système d'accumulation national basé sur le pétrole se retrouve dans un état d'épuisement historique. Cela représente un point d'inflexion pour l'économie vénézuélienne, qui commence à se tourner vers la colonisation de nouvelles frontières d'extraction et, en particulier, vers l'extraction minière.

Malgré la violence des confrontations, le haut degré d'instabilité et l'incertitude quant au dénouement futur de la crise vénézuélienne, les principaux rivaux qui se disputent le pouvoir politique semblent être d'accord sur un point : l'expansion de l'extraction. Tel est le thème du présent article.

Le dilemme face à l'épuisement de l'économie pétrolière. L'exploitation minière à grande échelle et les nouvelles frontières de l'extraction

Le système économique basé sur l'extraction de pétrole (celui qui a donné lieu au mythe du « Venezuela saoudien » ou du « Grand Venezuela », celui qui a permis au pays d'avoir une certaine influence géopolitique et d'être l'un des fondateurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole – OPEP – en 1960, celui qui a colonisé le nord de l'Orénoque où se trouvent les principaux gisements pétroliers et où habitent 95 % de la population, loin de l'Amazonie vénézuélienne) est franchement épuisé.

Cela est dû à plusieurs raisons, dont les suivantes :

- a) la baisse progressive de la rentabilité et de la stabilité de l'exploitation pétrolière, due à la diminution des sources conventionnelles (les bruts moyens et légers). À l'heure actuelle, presque 60 % des bruts extraits dans le pays sont lourds et extra-lourds ; ceux-ci sont plus chers et, pour que l'investissement soit rentable, il faut que les prix soient élevés et relativement stables ;
- b) l'instabilité des prix internationaux du pétrole, qui rend à son tour instable l'économie vénézuélienne déjà fragile et dépendante ;
- c) les changements survenus au niveau des groupes de pouvoir du monde pétrolier international, où sont devenus très importants des producteurs qui ne font pas partie de l'OPEP, comme le Canada (grâce aux sables bitumineux d'Alberta) ou les États-Unis (grâce à l'essor du pétrole de schiste). Il en découle également une perte d'influence de l'OPEP ;
- d) les effets tardifs de la dénommée « maladie hollandaise », qui aggrave les facteurs de vulnérabilité de l'économie nationale, en raison de la dépendance pétrolière (96 % des exportations), de la dépendance extrême de l'importation d'aliments, et des déséquilibres croissants entre l'indice des prix à la consommation intérieure, les revenus du pétrole et les mécanismes de distribution.

Ces facteurs parmi d'autres ont supposé un dilemme historique quant à la direction et aux modalités que devait prendre le modèle de développement. Depuis 2005 au moins, le gouvernement national, avec Hugo Chávez d'abord et avec Nicolás Maduro à présent, a proposé de relancer l'économie nationale en stimulant l'extraction des bruts extra-



lourds dans la Ceinture pétrolière de l'Orénoque (FPO, *Faja Petrolífera del Orinoco*). Le but du projet serait de porter l'extraction de pétrole à 6 millions de barils par jour pendant les 10 prochaines années ; la FPO y contribuerait avec 4 millions de barils (elle en produit environ 1,2 millions à l'heure actuelle).

À l'époque, cette proposition a soulevé très peu d'objections, de la part des partisans du gouvernement national mais aussi des partis de l'opposition qui, dans leurs programmes de gouvernement, formulaient exactement le même objectif.

Or, les facteurs précédemment mentionnés font que ce pari ne semble pas être en mesure de résoudre le problème historique où se trouve le système national d'accumulation de capital. Cette constatation a beaucoup contribué à ce qu'on accorde à l'industrie minière une importance sans précédent dans l'histoire du Venezuela.

En 2011, le président Chávez a parlé pour la première fois du méga-projet dénommé « l'Arc minier de la Guyane », rebaptisé plus tard « Arc minier de l'Orénoque ». Il s'agit d'une vaste ceinture de gisements de minerais de 111 843,70 km² (soit 12 % du territoire national, la superficie de Cuba) qui se trouve au sud du fleuve Orénoque, dans la zone dénommée l'Amazonie vénézuélienne. Le projet consiste à exploiter l'or, les diamants, le fer, le coltan, la bauxite et d'autres minerais ; il a été présenté comme un « pôle de développement » dont fait partie la Ceinture pétrolière de l'Orénoque (ce qui représente au total 175 000 km²).

La crise extraordinaire qui a démarré en 2013 semble avoir ouvert les portes à une période d'accumulation plus vorace, avec l'application d'un extractivisme flexibilisé qui relancerait non seulement l'Arc minier de l'Orénoque mais tout un ensemble de projets d'extraction dans de nouvelles régions, qu'il s'agisse de zones très bien conservées, de régions peu atteintes ou d'autres zones où des processus de dégradation sociale et environnementale seront intensifiés comme jamais auparavant.

Les disputes géopolitiques pour les 'ressources naturelles' et la guerre commerciale potentielle entre la Chine et les États-Unis contribuent fortement à cette intensification de l'extraction. Avec des capitaux chinois surtout mais aussi grâce à la présence croissante d'autres transnationales comme la société canadienne Barrick Gold, on négocie l'exploitation de nouveaux gisements miniers et l'élargissement d'autres plus anciens, en assouplissant et en déréglementant les conditions nationalistes traditionnelles de fonctionnement qui sont en place depuis l'instauration du gouvernement d'Hugo Chávez en 1999.

Un exemple en est la création, fin 2014, des « Zones économiques spéciales », qui implique une libéralisation intégrale de certaines zones du territoire national afin d'éliminer les obstacles qui empêcheraient un développement accéléré de ces régions, ce qui implique à son tour de transférer une part de souveraineté à des capitaux étrangers qui pourraient ainsi gérer ces zones presque sans aucune restriction.

Le nouveau rebondissement de l'industrie minière au Venezuela est visible dans le projet de certification de toutes les réserves minières nationales, que le gouvernement a entrepris à partir de 2012 avec l'aide de grandes entreprises chinoises comme la Citic Group Corporation. Il s'agit de formaliser la quantification de toutes ces réserves afin de



mettre en marche ce que le président Maduro a dénommé le « moteur minier » et qui a été lancé en février 2016, dans le cadre du « Programme économique bolivarien ».

En plus du méga-projet de l'Arc minier de l'Orénoque, il est prévu de récupérer et de développer l'extraction de charbon dans la Sierra de Perijá (à Carbozulia, dans l'État occidental du Zulia), de récupérer également les mines de nickel du sud de l'État d'Aragua (Loma de Níquel), et de relancer des initiatives minières plus petites dans tout le pays, comme les mines de silice dans la commune de Torres de l'État de Lara.

En bref, il s'agit d'une réorganisation géo-économique considérable du territoire national, qui implique une pénétration étendue et intensive de nouvelles frontières d'extraction. Ainsi, l'industrie minière d'envergure jouerait un nouveau rôle historique et l'Amazonie vénézuélienne se verrait confrontée à une nouvelle menace qui aurait de graves conséquences pour la vie de milliers de Vénézuéliens et de Vénézuéliennes.

Conséquences et résistances indigènes et populaires

Les effets négatifs de l'activité minière sont bien connus, et il existe à l'heure actuelle des preuves abondantes de ses conséquences. Le degré d'intensité d'extraction proposé pour le projet de l'Arc minier de l'Orénoque n'a pas de précédent dans l'histoire du Venezuela, et serait appliqué dans l'une des régions les plus riches en biodiversité du pays et qui, en plus, est celle habitée par le plus grand nombre de peuples indigènes. D'autre part, ces régions subissent déjà les assauts de l'extraction minière illégale qui s'est considérablement accélérée au cours des dix dernières années.

Les grandes mines à ciel ouvert de l'Arc minier de l'Orénoque entraîneraient un déboisement et une perte de biodiversité énormes. De même, les grands volumes d'eau qui seraient utilisés, par exemple, pour obtenir de l'or, et la forte pollution due à l'emploi de cyanure, d'arsenic et d'autres substances toxiques, menacent une bonne partie des rivières qui constituent le bassin de l'Orénoque, l'une des principales réserves d'eau du pays. Des plaintes semblables ont été portées quant à la pollution que l'extraction de charbon provoquerait dans les rivières qui alimentent les principaux lacs de l'État du Zulia où habitent des millions de personnes.

Des atteintes à la souveraineté alimentaire des populations touchées par les activités minières ont déjà été constatées (comme la diminution de l'eau nécessaire à l'agriculture et à l'élevage pratiqués par les producteurs locaux, ou la mort par le mercure des poissons dont se nourrissent de nombreux peuples indigènes de l'Amazonie vénézuélienne). On constate de même que des zones d'extraction et des zones frontalières sont militarisées et que les peuples indigènes subissent des violences, en plus des menaces que représentent les réseaux de mines illégales qui fonctionnent dans la région. Les peuples indigènes sont les groupes les plus touchés et les plus menacés par la reprise de l'activité minière.

De façons diverses et avec des objectifs parfois différents, les peuples originaires commencent à résister. Par exemple, les Yek'wana et les Sanemá du bassin du Caure se sont déclarés opposés à l'Arc minier de l'Orénoque ; ils dénoncent le fléau des mines illégales et luttent contre elles sur leurs territoires. Une réaction semblable a lieu chez les peuples indigènes amazoniens qui appartiennent à la Coordination d'organisations indigènes de l'Amazonie vénézuélienne (COIAM).



À leur tour, les Yukpa et les Wayuu de la Sierra de Perijá s'opposent fermement à l'expansion des mines de charbon. Chez les Pemón on trouve, d'une part, ceux qui se mobilisent contre les envahisseurs de leur territoire tout en pratiquant parfois l'extraction (comme ceux d'Alto Paragua ou d'Urimán), d'autre part ceux qui s'opposent carrément à cette activité (comme ceux du fleuve Carrao).

Bien que la résistance des peuples indigènes se soit manifestée avec violence ces dernières années, parfois par des actions directes (comme la rétention de militaires par les indigènes pemón et par ceux du fleuve Caura), ces peuples originaires sont en grave danger, décimés par les maladies, les déplacements ou la violence exercée contre eux. En 2013, le cacique yukpa Sabino Romero, leader de la résistance de son peuple, a été assassiné sans que l'on sache encore quels ont été les auteurs intellectuels de ce meurtre. Ces derniers mois, des leaders indigènes de l'Amazonie vénézuélienne ont été tués également par des agents de l'extraction minière illégale.

L'officialisation du projet de l'Arc minier de l'Orénoque au moyen du décret 2248 du 24 février 2016 a donné lieu à une reformulation de la question environnementale dans le pays, et au renforcement de la cause écologiste dans les mobilisations sociales (comme c'est arrivé en 2011 en Bolivie avec l'affaire Tipnis, et au Pérou en 2009 avec le 'Baguazo'). La campagne contre le projet a réussi à réunir des acteurs politiques divers, créant ainsi une communauté critique de l'extractivisme très intéressante, quoique les mobilisations semblent avoir perdu de l'élan depuis les derniers mois de 2016.

Ce qui est certain, c'est que la grave situation de crise que traverse le pays fait que ces luttes se déroulent dans un contexte très complexe, de sorte que le panorama est assez embrouillé et qu'il devient difficile de résoudre le problème. Il faut pourtant reconnaître que cette situation offre aussi des possibilités à la naissance de nouvelles formes d'organisation, de valorisation sociale et de lutte. La situation alarmante dans laquelle se trouvent la société et l'environnement du pays, les conflits territoriaux croissants et la destruction écologique qu'annonce le rebondissement de l'extraction minière au Venezuela vont probablement créer les conditions nécessaires à une re-politisation de l'accès, l'utilisation et la gestion des biens communs.

Emiliano Teran Mantovani

Sociologue et écologiste politique vénézuélien, membre du réseau Oilwatch Amérique latine et promoteur de l'Observatoire d'écologie politique du Venezuela.

(1) Nous avons présenté, au mois de mai, une analyse détaillée de la situation actuelle au Venezuela : <http://www.alainet.org/es/articulo/184922>.



Des femmes amazoniennes et andines dans le VIII^e Forum panamazonien

Comment mettre la durabilité de la vie au centre des débats

Le VIII^e Forum panamazonien qui a eu lieu à Tarapoto, dans l'Amazonie péruvienne, du 28 avril au 1^{er} mai 2017, visait à réunir et à associer les mouvements sociaux, les peuples indigènes et les communautés traditionnelles des neuf pays du bassin de l'Amazone : le Brésil, l'Équateur, le Venezuela, la Bolivie, la République coopérative du Guyana, le Suriname, la Colombie, le Pérou et la Guyane. Le processus d'organisation, qui avait duré un an et demi, a permis de constituer des espaces de dialogue et de débat destinés à articuler les discussions collectives, horizontales et interculturelles.

Ces espaces avaient pour tâche d'analyser en profondeur les axes thématiques du Forum et d'y apporter des propositions et des actions. Ils ont fonctionné pendant deux jours et chaque participant pouvait choisir son groupe de débat. Chaque groupe a analysé le thème défini, en fonction de deux axes transversaux : le premier jour, celui de *La territorialité et les peuples amazoniens et andins*, et le deuxième jour, celui de *L'entretien des biens de la nature*. Les thèmes des groupes de débat étaient les suivants : 'Les femmes panamazoniennes et andines : diversité et dialogues interculturels' ; 'Le changement climatique et l'Amazonie' ; 'La souveraineté et la sécurité alimentaire' ; 'Les mégaprojets et l'extractivisme' ; 'L'éducation communautaire interculturelle' ; 'La jeunesse panamazonienne andine' ; 'Des villes pour vivre dans la Panamazonie andine' ; 'La décolonisation du pouvoir et l'autonomie communautaire' ; 'La communication panamazonienne pour la vie'.

Pour les femmes des divers peuples de l'Amazonie et des Andes, le dialogue a été l'occasion d'analyser les effets sur leurs vies et leurs corps de la perte de leurs territoires, de la pollution et de la prédation, résultats de l'extractivisme et des grands investissements de capitaux transnationaux qui bénéficient de l'appui des États. Le fait d'analyser les effets différenciés sur la vie des femmes permet de rendre visibles des expériences sociales que le patriarcat passe sous silence. Les violences quotidiennes, les



fondamentalismes religieux et les territoires où se déroule la vie des communautés ont été quelques-uns des points essentiels de la réflexion. Les rapports avec la nature et la défense du territoire constituent la force de résistance des femmes, face aux entreprises et aux États qui répondent par la répression et la criminalisation.

Au cours des discussions dans l'Espace de dialogue des femmes amazoniennes et andines, les femmes ont réitéré que, de leur point de vue, le *territoire* n'est pas seulement ce qui se trouve à la surface : « pour nous, c'est un concept intégral qui inclut tous les êtres vivants qui l'habitent. Le système capitaliste, associé au patriarcat, prétend avoir le contrôle de nos corps et de nos territoires pour reproduire le capital. Nous, les femmes, nous voulons en avoir le contrôle pour reproduire la vie, en reconnaissant les limites de la nature et en renforçant une relation qui assure la durabilité de ses biens et celle de la vie humaine. [...] Nos corps et nos territoires nous sont disputés par le capitalisme et le patriarcat. Les entreprises et l'État nous font violence, les églises et le fondamentalisme encouragent la subordination et le contrôle des femmes. Au lieu de nous protéger, les gouvernements s'en font les complices. »

Les femmes des peuples Aymara, Awajun, Quichua et d'autres peuples indigènes de plusieurs régions du Brésil ont parlé de leurs méthodes d'entretien de la terre, de l'eau et des forêts, qui visent à protéger les biens de la nature et qui font partie de leurs cultures et de leurs cosmovisions. « Les rapports avec la nature et ses biens sont indispensables à la vie. Nous, les femmes, en faisons partie et nous avons besoin de souveraineté sur le territoire pour nourrir la vie », a souligné une autre femme au cours du dialogue.

Malgré la grande richesse du processus de construction de ces dialogues et de la diffusion des combats que mènent les femmes sur leurs territoires, l'intégration des points de vue des femmes dans tous les domaines thématiques abordés dans le Forum est encore faible. Beaucoup d'activistes, écologistes et leaders de mouvements sociaux continuent de considérer l'extractivisme, le changement climatique ou la décolonisation (1) comme des questions neutres en ce qui concerne le sexe. C'est pourquoi la proposition d'organiser un Tribunal des femmes pour soumettre à un procès symbolique des situations que les femmes subissent et auxquelles elles s'opposent dans les régions amazoniennes et andines avait pour but de rendre visible le rôle de ces femmes dans la résistance.

Le Tribunal a analysé la répression et la violence dont sont victimes les peuples originaires, indigènes et paysans, et « la centralité des femmes dans les stratégies d'expansion du front constitué par l'État, les entreprises et les médias, car elles représentent le centre de gravité de l'édifice communautaire. » (2)

Les cas présentés au Tribunal ont pour cadre un système capitaliste, colonial et patriarcal, institutionnalisé et responsable des inégalités et des violences qui portent atteinte à la vie des femmes amazoniennes et andines.

Le Tribunal a été proposé par des organisations de femmes de la région, lesquelles ont choisi les cas à présenter.

Le cas du Pérou : Beatriz Caritimari, leader amazonienne, a dénoncé que le gouvernement et des sociétés transnationales ont proposé, sans consultation aucune, un mégaprojet qui consiste à installer une ligne de transmission électrique entre



Moyobamba et Iquitos. L'ouvrage toucherait les territoires de 14 districts et de 6 provinces ; cela impliquerait d'endommager la biodiversité, d'abattre des forêts et de mettre en péril la sécurité alimentaire de la population.

Le cas du Brésil : Daniela Silva, du mouvement 'Xingú toujours vivant', a parlé de l'opposition des femmes à la construction du barrage hydroélectrique de Belo Monte, sur le fleuve Xingú de la région d'Altamira, dans l'État du Pará. Le barrage, inauguré en 2016, a mis en évidence la corruption des entreprises de construction et du gouvernement. Des écosystèmes ont été détruits ; des milliers de familles ont dû quitter leur territoire, et leur culture et leur mode de vie traditionnel ont été anéantis, de sorte que la violence à l'égard des femmes a augmenté, tout comme la prostitution et l'exploitation sexuelle de petites filles et d'adolescentes.

Le cas de l'Équateur : Cristina Burneo Salazar, de la 'Plateforme nationale pour les droits des femmes de l'Équateur', a présenté le cas des femmes et des filles du peuple indigène shuar qui ont été expulsées de leur communauté par la police. Elle a signalé aussi que l'Amazonie a été militarisée pour permettre l'exécution des projets miniers avec des mines à ciel ouvert de l'entreprise San Carlos Panantza, filiale de la société chinoise Tongling Nonferrous Metal Groups et CRCC.

Le cas du Chili : L'organisation féministe 'Corporation la Maison du Chili' a présenté le cas de Lorenza Cayuhan Llebul, de la communauté indigène mapuche d'Ahuidanche, qui fut obligée à accoucher dans un centre de santé avec des fers aux chevilles et en présence de deux hommes armés. Cette atteinte à la dignité et à l'intégrité de Lorenza fait partie d'une politique institutionnelle de persécution et d'isolement des communautés mapuches du Chili.

Deux cas emblématiques de la région ont également été présentés :

- Celui de **Berta Isabel Cáceres Flores**, leader indigène lenca et féministe hondurienne, assassinée en mars 2016 parce qu'elle défendait les ressources naturelles et les droits des peuples indigènes. Elle était à la tête d'une mobilisation qui visait à empêcher la construction du barrage d'Agua Zarca qui endommagerait le fleuve Gualcarque, que les peuples indigènes considèrent comme sacré. On a réussi à ce que les capitaux étrangers abandonnent le projet ; l'entreprise Desarrollos Energéticos S.A., chargée du projet, a été tenue pour responsable du meurtre.
- Celui de **Máxima Acuña de Chaupe**, agricultrice de Cajamarca des montagnes du nord du Pérou ; depuis 2011, elle défend ses terres contre le consortium minier Yanacocha qui la harcèle en permanence pour la faire partir, afin d'exploiter l'or du sous-sol. L'entreprise se dit propriétaire du terrain de Tragadero Grande, situé à 4 000 mètres d'altitude, et l'a accusée d'usurpation aggravée, délit dont elle a été acquittée.

Les affaires entendues, ainsi que bien d'autres qui ont été soumises à des tribunaux officiels nationaux et internationaux, et à des tribunaux de conscience qui nous ont précédés et qui font partie de la jurisprudence éthique, nous permettent de constater que, de façon systématique, le corps et la vie des femmes sont des cibles stratégiques des agressions contre les peuples indigènes et les communautés traditionnelles du continent.



Comme le signale le verdict du Tribunal : « C'est pour cela que les guerres informelles de l'époque actuelle sont des 'guerres féminisées' et des 'guerres de profanation', comme le considèrent de façon unanime les spécialistes en la matière. Dans leur démolition physique et morale, et dans celle des objets qui les représentent et qui symbolisent leur place et leur signification dans la vie communautaire, on atteint le cœur de la vie collective, on déchire et on dégrade le tissu communautaire. Ce sont des interventions chirurgicales, comme celles qui ont pour but de faire imploser un édifice, où les ingénieurs, au moyen de calculs précis, identifient le centre de gravité pour y installer la dynamite. C'est pour cette raison que nous avons entendu parler dans ce tribunal des coups de pied et de la destruction des marmites des femmes shuar, un geste éminemment profanateur et démoralisateur ; de la nudité de Lorenza dans le cas mapuche, exposée devant ceux qui l'ont capturée, comme on expose un trophée de guerre ; des menaces adressées à Máxima Acuña à Cajamarca de nuire à ses enfants, à ses animaux domestiques et à ses cultures, et de la tentative de délégitimer sa lutte en essayant de ternir sa réputation en faisant courir des rumeurs sur son honnêteté, sa vie sexuelle et celle de son avocate.

Le rôle des hommes s'avère souvent plus fragile et plus vulnérable à la séduction du front colonisateur, constitué aujourd'hui par l'État, les entreprises et les médias. Comme l'homme est le porte-parole du résultat des délibérations au foyer auprès des représentants du monde extérieur, sa position devient celle d'une *charnière*, car il est partagé entre la loyauté à l'égard des siens et la subordination aux vainqueurs. C'est ainsi qu'il devient le *sujet intermédiaire* – le cacique – que le monde des blancs rend vulnérable à la corruption, tandis que le rôle féminin, de par la logique communautaire, en est préservé.

Pour cette raison même, les femmes sont le *sujet communautaire* par excellence. Le trait génétique de la vie communautaire est transmis par la lignée féminine. C'est pourquoi il est nécessaire que les communautés, les peuples et les mouvements agissent activement, afin de vaincre le patriarcat et de garantir la durabilité de la vie ».

Pour moi qui suis une féministe urbaine, la participation à ce tribunal a représenté un défi intellectuel, politique et émotionnel. Pour construire une perspective décolonisatrice et interculturelle il faut d'abord écouter et prendre connaissance des milliers d'opinions et d'exemples de résistance que les femmes indigènes et paysannes apportent du fond des territoires les plus divers. L'expérience nous a permis de faire un pas de plus vers l'idée que la durabilité de la vie est l'objectif principal de nos combats ; elle nous a montré qu'il faut approfondir ces points de vue et, en particulier, renforcer les alliances de ces luttes.

*Lilian Celiberti, [lilian.celiberti \[at\] gmail.com](mailto:lilian.celiberti@gmail.com)
Articulation Féministe Marcosur*

(1) « Colonialité / Décolonialité » est une perspective de pensée critique latino-américaine qui a ouvert de nouveaux espaces de production et de réflexion où l'on examine la question du pouvoir dans la modernité.

(2) Le verdict du Tribunal : <http://www.forosocialpanamazonico.com/hermosa-edicion-del-veredicto-del-tribunal-de-mujeres-del-viii-fospa/>



Chili : la reprise de la résistance productive après les incendies de forêt

La région centre-sud du Chili a connu, début 2017, une vague d'incendies qui a duré plusieurs semaines et qui a touché près de 500 000 hectares où il y avait des forêts, des plantations industrielles d'arbres et des parcelles appartenant à de petits producteurs familiaux.

Des dizaines de foyers ont été actifs, répartis sur une vaste région du pays où les plantations de pins et d'eucalyptus fortement combustibles, les hautes températures et le vent ont permis à l'incendie d'atteindre des proportions incontrôlables. Le village de Santa Olga, d'environ 5 000 habitants, a été réduit en cendres ; des centaines de personnes ont perdu leurs maisons à d'autres endroits, des milliers d'autres ont été évacuées ; 11 personnes sont mortes, dont des habitants des zones directement touchées mais aussi des membres des brigades qui avaient apporté volontairement leur concours pour combattre le feu.

La plantation de grandes étendues de pins et d'eucalyptus a commencé au Chili vers le milieu des années 1970, en pleine dictature militaire et, depuis, l'État l'a encouragée et stimulée au moyen du Décret-loi 701 et de ce qu'on appelle des « subventions forestières ». Ceci a déclenché un processus de destruction et de remplacement de la forêt humide indigène par des plantations à grande échelle de pins et d'eucalyptus qui, parmi bien d'autres effets négatifs, ont fait baisser la quantité et la qualité de l'eau. Quand on ajoute la sécheresse et la pénurie d'eau aux dimensions considérables de ces plantations, les incendies de forêt deviennent probables et leur propagation rapide. Ces plantations appartiennent pour la plupart à deux grands groupes économiques nationaux : CMPC, propriété de la famille Matte, et Arauco, propriété du groupe Angellini ; ensemble, ils possèdent près de 2 millions d'hectares.

Après les incendies, de fausses nouvelles se sont vite diffusées qui parlaient de « terrorisme mapuche » et qui essayaient d'accuser ce peuple indigène du sinistre, bien que les incendies n'aient pas commencé sur le territoire mapuche. D'après quelques



organisations sociales et mouvements populaires, ces bruits avaient pour but d'éviter que les entreprises de plantation ne soient rendues responsables des incendies.

En cette occasion, la situation est aggravée par le fait que la plupart des zones touchées par les incendies coïncident avec des plantations de pins et d'eucalyptus qui sont en quarantaine depuis des années parce qu'elles ont été envahies par des ravageurs incontrôlables. Cette réalité est connue, même les institutions publiques sont au courant, mais personne n'en a tenu compte. Or, les sociétés d'assurance ne couvrent pas le risque d'infestation par des ravageurs, mais elles couvrent le risque d'incendie. (2)

Après plusieurs mobilisations populaires qui dénonçaient la responsabilité des entreprises de plantation et exigeaient que l'on cesse de criminaliser le peuple mapuche, le ministère public a rejeté la possibilité d'enquêter au sein des entreprises et s'est centré sur la détermination des responsabilités individuelles.

En mars 2017, une petite délégation internationale (3), accompagnée d'étudiants du mouvement populaire « Seul le peuple aide le peuple » (*Solo el Pueblo Ayuda al Pueblo*) et de membres de l'Observatoire latino-américain des conflits environnementaux (OLCA), a parcouru les régions du Bío Bío et de l'Araucanía pour connaître la situation véritable des familles, victimes non seulement des effets négatifs de la monoculture d'arbres mais également des grands incendies de forêt.

Le mouvement *Solo el Pueblo Ayuda al Pueblo* est né dans la ville de Concepción, en réponse à la situation chaotique provoquée par les incendies et pour aider les familles concernées. Il regroupe la Fédération d'étudiants de l'Université de Concepción, la Coordination pour la défense des territoires et d'autres organisations.

« Le processus de récupération des sols brûlés est long. L'aide est centrée sur les parcelles familiales où l'on résiste de façon productive à la monoculture d'arbres. Il ne s'agit pas de dire ce qu'il faut planter mais de soutenir les cultures productives locales, en employant, dans toute la mesure du possible, des semences indigènes non modifiées », explique un des étudiants membres du mouvement.

« Ici, la plupart des terrains plantés d'eucalyptus ou de pins appartiennent à de grandes entreprises forestières ; quelques-uns appartiennent à de petits propriétaires qui ont planté ces arbres mais qui n'habitent pas sur place. Autrefois, dans cette région on plantait du blé, des pommes de terre, des haricots, des lentilles, des arbres fruitiers ; on y cueillait des herbes médicinales, en plus d'élever des animaux fermiers, des poules par exemple. À mesure que les plantations d'arbres avancent, les familles paysannes et indigènes sont déplacées ou voient leurs terres se dégrader et l'eau disparaître », affirme Lucio, membre de l'OLCA.

Nous avons visité la ferme de Leonardo et Ruth, qui habitent un terrain d'un demi-hectare au milieu de la zone incendiée, à quelques kilomètres de la ville de Concepción. (4)

Leonardo et Ruth nous ont chaleureusement accueillis chez eux. Après nous avoir présentés, Lira, membre de *Solo el Pueblo Ayuda al Pueblo*, nous a raconté qu'à cet endroit « le feu est arrivé par l'arrière, il est passé par ici, il a tout dévasté et il a continué d'avancer en traversant même les routes. Les rares familles qui ont réussi à



sauver leurs maisons y sont parvenues parce qu'elles sont restées sur place pour combattre le feu, au risque de leur vie, en se couvrant le visage, en s'arrosant d'eau et en arrosant sans cesse leurs maisons. C'était un véritable chaos. La CONAF [Corporation nationale forestière] n'arrivait pas, les pompiers non plus, la situation était si grave qu'on a estimé que tout le territoire était perdu. Les familles évacuées ont tout perdu ».

« Pour les entreprises de plantation ceci n'est rien du tout », affirme Leonardo, « c'est nous, les petits propriétaires, qui souffrons. J'avais un verger de cerisiers, très joli, mais il a complètement brûlé. On récoltait pour notre propre consommation, pour préparer des conserves et des confitures et pour vendre. Nous avons aussi des pruniers, des pommiers, des pêchers, on peut encore voir quelques fruits brûlés. Les pommes étaient de très bonne qualité... »

Tous les deux sont herboristes, connaisseurs, cueilleurs et défenseurs des herbes médicinales du coin. « Nous faisons la cueillette des herbes autour de notre propriété, mais ces terres sont maintenant brûlées. On cueillait de la mélisse, de la menthe, du pouliot, de l'églantier, du *palo negro* [*Leptocarpha rivularis*], de la *pata de vaca* [*Bahuinia forficata*], du *maqui* [*Aristolelia chilensis*] et bien d'autres encore. Nous avons toute la récolte de l'année dans un entrepôt mais le feu a tout brûlé en passant, dans l'entrepôt et sur les champs. Il n'y a plus rien à cueillir. Le poulailler a brûlé aussi, avec toutes les poules, seule cette maisonnette a résisté parce qu'elle est couverte de plaques de tôle », a-t-il dit en montrant du doigt la petite cabane de deux pièces où nous nous trouvions.

« J'ai réussi à lâcher quelques volailles », ajoute Ruth, « mais les autres ont brûlé. C'étaient les oiseaux qui nous nourrissaient, ils nous donnaient des oeufs et de la viande pour faire à manger. L'eucalyptus est le coupable. C'est à cause des eucalyptus que tout a brûlé ici. Le feu est venu des plantations d'arbres. Nous avons perdu tout ce que nous avions. »

Leonardo nous montre le champ voisin où l'on voit des rangées d'eucalyptus brûlés. « Je discutais toujours avec le voisin pour qu'il ne mette pas d'eucalyptus ni de pins à côté de chez moi, mais c'est la première chose qu'il a faite. C'est pour cela que j'ai tout perdu ici. Quand ils ont reçu la subvention de l'État il y avait des arbres indigènes et les eucalyptus ont tout tué, comme le font les pins. En plus, quand ils jettent 'le liquide' [les produits chimiques toxiques] dans les plantations d'arbres ils tuent toutes les herbes que nous pourrions cueillir. Ils tuent tout ce qu'il y a au sol et ils tuent aussi les abeilles. Imaginez la quantité de litres d'eau que consomme chaque eucalyptus par jour, et regardez tous les eucalyptus qu'il y a là. Aujourd'hui nous manquons d'eau. Autrefois j'avais beaucoup d'eau dans mon champ, mais maintenant je dois donner aux animaux de l'eau du robinet ».

« À mon avis, les coupables sont les entreprises de plantation, elles ne perdent rien, on les paye même si les arbres brûlent, parce qu'elles ont des assurances. De toute façon elles sortent le bois, peut-être pour faire des *chips* ou n'importe quoi. Elles travaillent pour gagner de l'argent et elles ne sont jamais perdantes. Nous voulons savoir comment les combattre, nous ne voulons plus qu'elles plantent des arbres. »

« Ici l'incendie a duré quatre jours, je ne voulais pas quitter la maison, quand finalement j'ai décidé de partir avec mon véhicule j'ai dû passer sous les flammes, j'ai pensé que ça



allait exploser mais je me suis risqué tout de même. » Après l'incendie ils sont retournés chez eux et ils essaient de récupérer le sol. « Il va falloir continuer de lutter, je vais replanter mon jardin et mes arbres fruitiers », dit Leonardo avec assurance. « Il va falloir trimer avant que tout redevienne comme avant. Il y en a qui disent qu'on ne pourra rien semer avant un an, mais je ne peux pas passer un an à attendre, je vais essayer quand même. »

Le gouvernement donne un million de pesos chiliens (1 800 dollars US) à chaque famille pour l'aider à se réinstaller, mais ce chiffre est dérisoire pour ceux qui ont tout perdu. Dans ces circonstances, la solidarité populaire est fondamentale, que ce soit sous forme de dons ou de travail bénévole. « Nous sommes très reconnaissants aux volontaires qui nous ont apporté du fil de fer, du grillage, du nylon, des pieux, et qui nous ont beaucoup aidés », dit Leonardo avec émotion.

« Dans les brigades bénévoles nous avons travaillé à clôturer le terrain, à examiner le sol, à voir dans chaque cas quels sont les besoins des familles, mais en même temps nous avons beaucoup appris d'elles sur le travail agricole et, surtout, nous nous sommes soutenus les uns les autres dans ce malheur, dans ce processus si douloureux pour ces familles », affirme Lira.

La situation de Leonardo et Ruth n'est qu'un exemple de celle des centaines de familles qui ont été victimes des conséquences d'un système forestier fondé sur la monoculture ; ce système n'avantage que ceux qui ont le plus et nuit à ceux qui ne peuvent pas se faire entendre et qui n'ont pas les moyens de le combattre.

Pour comble de malheur, au mois de juin a eu lieu à Concepción une conférence internationale sur la biotechnologie des arbres (organisée par l'Union internationale des instituts de recherches forestières, IUFRO d'après l'anglais) dont le but était de promouvoir la recherche en arbres transgéniques afin d'améliorer leur 'productivité'. Plusieurs laboratoires étrangers et chiliens continuent de mener des recherches et des expériences dans le but d'obtenir des arbres transgéniques résistants au froid, aux produits chimiques toxiques, à la sécheresse, aux ravageurs, c'est-à-dire à la plupart des problèmes que la monoculture de ces arbres a provoqués et aggravés.

Si la plantation de pins ou d'eucalyptus transgéniques est autorisée au Chili, ces arbres occuperont davantage de zones boisées ou de territoires indigènes et paysans. C'est pourquoi des organisations et des mouvements sociaux sont descendus dans la rue et ont manifesté devant le siège de la conférence mentionnée, pour exiger l'abrogation du Décret-loi 701, pour dénoncer les répercussions de la monoculture d'espèces exotiques et des incendies de forêt, et pour dire « nous ne voulons pas d'arbres transgéniques au Chili ». (5)

Il est temps que l'État chilien décide d'écouter les voix des victimes de la monoculture d'arbres et qu'il arrête d'avantager les grands groupes économiques au détriment des territoires et des communautés paysannes et indigènes.

Lizzie Díaz, lizzie [at] wrm.org.uy
Membre du Secrétariat international du WRM



- 1.- *El "Terrorismo Mapuche": La campaña de desinformación para desviar responsabilidades en mega incendios forestales* – Alfredo Seguel,
<http://www.mapuexpress.org/?p=16499>.
 - 2.- *Revuelo caso incendios e "intencionalidad": zonas devastadas estaban infestadas por plagas en plantaciones forestales* - Red por la Defensa de los Territorios
<http://www.mapuexpress.org/?p=15847>.
 - 3.- La délégation comptait des représentants des organisations suivantes : Biofuelwatch ; Centro de Estudos e Pesquisas para o Desenvolvimento do Extremo Sul – Bahía (CEPEDES); Fórum Carajás – Maranhão ; Campaña Internacional ALTO a los árboles transgénicos ; GE Free New Zealand ; Global Justice Ecology Project ; Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra (MST) ; Red latinoamericana contra los monocultivos de árboles (RECOMA) ; Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM).
La délégation a également échangé des connaissances et des expériences concernant les effets des arbres transgéniques. Voir les vidéos : *Investigadores y activistas nacionales e internacionales contra árboles transgénicos y modelo forestal chileno*,
<http://olca.cl/articulo/nota.php?id=106830>.
 - 4.- Voir le reportage photographique : <http://wrm.org.uy/es/files/2017/06/chile-territorio-post-incendios.pdf>
 - 5.- *Declaración pública contra el modelo forestal chileno*,
<http://olca.cl/articulo/nota.php?id=106817>; La Campagne internationale pour arrêter les arbres GM dénonce la violence de l'industrie du bois, <https://stopgetrees.org/iufro-campaign-denounces-violence-timber-industry-declaracion-de-la-campana-internacional-alto-los-arboles-transgenicos/>.
-



PIÈGES ET TROMPERIES QUI FACILITENT L'APPROPRIATION FONCIÈRE



Des projets REDD+ aux programmes REDD+ « juridictionnels » : encore une mauvaise nouvelle pour le climat et les communautés

Pour de nombreuses personnes, les projets REDD+ ont pour but de sauver les forêts. Or, ce système n'a jamais eu pour but de protéger les forêts et, d'ailleurs, il ne s'agit plus de projets mais de programmes qui couvrent des régions ou des provinces entières. Cependant, beaucoup de projets REDD+ continuent d'exister et de porter atteinte aux peuples autochtones et aux communautés forestières en fixant des restrictions à leur utilisation traditionnelle de la forêt. (1)

L'idée de REDD+ est née au cours des pourparlers de l'ONU sur le climat. Le système a été négocié comme un moyen de permettre aux entreprises et aux pays industrialisés de continuer à brûler du pétrole, du charbon et du gaz naturel, tout en affirmant que les émissions ainsi produites ne portent pas atteinte au climat. D'après ses défenseurs, REDD+ serait un moyen bon marché de compenser la libération de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, tout en fournissant l'argent nécessaire pour financer la protection des forêts. Les entreprises des pays industrialisés pourraient libérer chez elles le carbone 'fossile', c'est-à-dire le carbone qui a été stocké sous terre pendant des millions d'années, et payer quelqu'un d'autre pour qu'il laisse quelques arbres debout dans un pays tropical afin de compenser le carbone fossile émis. (2)

Or, il s'est avéré que l'argent ne suffisait pas à arrêter le déboisement, que REDD+ ne s'attaquait pas aux causes réelles du déboisement à grande échelle, et que l'argent du secteur privé ne s'est pas matérialisé. Les défenseurs de REDD+, qui ont annoncé ce système comme triplement avantageux (il permettrait de compenser à peu de frais la



consommation de combustibles fossiles, de disposer d'argent supplémentaire pour conserver les forêts et pour aider les communautés qui en dépendent, et de contribuer à protéger le climat pendant que l'on développe des technologies pour abandonner les combustibles fossiles) ont dû reconnaître, à contrecœur, qu'il n'est ni rapide, ni facile, ni bon marché de mettre fin au déboisement. Malgré les déclarations en contraire, rien n'a prouvé de façon convaincante que REDD+ ait réussi à réduire le déboisement de façon significative.

Une autre motivation derrière REDD+ est l'intention des pays industrialisés de ne pas payer pour la protection des forêts, malgré leur dette à l'égard du 'développement'. De plus en plus, les pays industrialisés transforment les subventions d'aide au développement en prêts et en programmes de partenariat public-privé, où le rôle principal de l'argent public est de réduire les risques des investissements privés dans les pays dits 'en développement'. (3) Deux rapports commandés par le gouvernement du Royaume-Uni – le rapport Stern de 2006 et le rapport Eliash de 2008 – ont permis aux gouvernements d'affirmer que « les capitaux du secteur privé sont nécessaires pour sauver les forêts tropicales, parce que l'argent public ne suffira pas » à couvrir le coût estimé de la réduction du déboisement. Ces deux rapports ont permis d'affirmer, sans aucun fondement, qu'il était facile, rapide et bon marché de réduire les émissions dues au déboisement.

Pour les organisations écologistes internationales et pour la Banque mondiale, REDD+ est aussi un moyen de promouvoir leur méthode de conservation des forêts qui consiste à les transformer en « parcs inhabités » et qui leur permet d'obtenir de l'argent public et privé pour financer leurs projets de conservation et leurs propres budgets. À ce jour, les ONG écologistes et les consultants des pays industrialisés sont probablement ceux qui ont gardé la part du lion de l'argent public dépensé en projets REDD+ ces dix dernières années. Bien que ces organisations affirment que leurs projets REDD+ sont « participatifs » et « communautaires », l'idée de REDD+ n'est pas venue des communautés. D'autre part, le système n'est pas approprié à répondre aux besoins des communautés forestières et aux dangers auxquelles elles font face, comme l'expérience des dix dernières années l'a bien montré. (4) Les détracteurs de REDD+, dont le WRM, ont analysé à maintes reprises les idées erronées et les motivations cachées derrière REDD+.

Moins a été écrit sur le changement de REDD+ qui, au lieu de s'appliquer à des projets, s'applique maintenant à des programmes qui concernent des régions ou des provinces entières. Ces nouvelles initiatives REDD+ sont censées finir par embrasser des pays entiers. On les appelle « REDD+ juridictionnel » parce qu'elles seront mises en œuvre non seulement sur une étendue affectée à un projet REDD+ déterminé mais sur toute une juridiction, que ce soit une province, un État ou tout un pays. Le présent article examine les raisons de cette transformation.

Qu'est-ce qu'un programme REDD+ « juridictionnel » ?

Du moment que le système REDD+ est associé aux pourparlers de l'ONU sur le climat, ce sont ces pourparlers qui déterminent en quoi il consiste. Les initiatives REDD+ qui veulent vendre leurs crédits carbone sur le marché du carbone de l'ONU devront respecter les règles de l'accord de l'ONU sur le climat. Mais en fait, les programmes pilotes comme le Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale,



et les projets REDD+ du secteur privé qui vendent déjà des crédits carbone à des entreprises dans le dénommé marché volontaire du carbone, ont eux aussi beaucoup d'influence sur ces règles. Des lobbyistes de la Banque mondiale et des ONG écologistes sont présents aux réunions de l'ONU sur le climat et rencontrent les fonctionnaires gouvernementaux qui déterminent les règles de l'ONU concernant REDD+.

À partir de 2005, la Banque mondiale, des organisations écologistes internationales et des entreprises privées ont commencé à mettre en œuvre des projets REDD+ qui seraient compatibles avec un mécanisme plus ou moins semblable au Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto : des projets individuels ou des groupes de projets dans des pays du Sud qui n'avaient pas d'objectifs obligatoires de réduction des émissions vendraient des crédits carbone à des entreprises et des pays industrialisés dont les émissions avaient été plafonnées. Or, l'Accord de Paris de 2015 s'est avéré très différent du Protocole de Kyoto (voir aussi le [Bulletin 228](#) du WRM, de janvier 2017). Selon l'Accord de Paris sur le changement climatique, tous les pays ont des objectifs volontaires concernant leurs émissions et soumettront le bilan des émissions nationales de gaz à effet de serre à la Convention de l'ONU sur le climat. Ces bilans montreront combien chaque pays aura avancé vers l'objectif qu'il s'était fixé. Aucun des objectifs de l'Accord de Paris n'est contraignant. (5)

Mais le marché du carbone a besoin d'objectifs contraignants ou, du moins, de quelque pression pour que la limitation des émissions fonctionne. La supposition que REDD+ attirera des fonds du secteur privé si les projets REDD+ sont capables de vendre des crédits carbone sur le marché mondial ne marchera plus : c'est la limitation qui crée la demande ; donc, sans limites (obligatoires), la demande de crédits REDD+ sur le marché du carbone de l'ONU n'existera pas.

En outre, la plupart des pays du Sud qui ont des forêts tropicales ont inclus la réduction de leurs émissions dans leurs engagements concernant l'Accord de Paris. Par conséquent, ils devront calculer quel volume de gaz à effet de serre ils ont, et présenter ces chiffres dans leur bilan national. La plupart des pays tropicaux ont décidé d'inclure dans ce bilan les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts. Et ils devront soumettre régulièrement à l'ONU leur « comptabilité carbone » pour démontrer qu'ils ont progressé vers l'objectif de réduction des émissions qu'ils se sont fixé eux-mêmes (dans le jargon climatique de l'ONU, ces objectifs s'appellent « contributions prévues déterminées au niveau national »).

À partir de 2020, date d'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, tout crédit carbone vendu par un projet REDD+ situé dans un pays qui inclura [le carbone stocké dans] les forêts dans son bilan national d'émissions devra être soustrait dudit bilan. Si le crédit vendu par le projet n'est pas soustrait du bilan national, il y aura ce qu'on appelle, dans le langage de l'ONU, une double comptabilisation, parce que l'acheteur du crédit carbone va réclamer, lui aussi, une réduction dans son propre bilan : après tout, c'est pour cela qu'il a acheté le crédit REDD+. Cela veut dire que, sur le papier, les émissions sembleront plus faibles qu'elles ne le sont en réalité. Et cela augmentera aussi le risque d'un dérèglement climatique dangereux.

La double comptabilisation sera très probable si les projets REDD+ du secteur privé continuent de vendre des crédits carbone. (6) Même la Gold Standard, une société de



certification des crédits carbone, a annoncé ce risque dans un rapport récent. (7) Dans ces circonstances, si les projets REDD+ du secteur privé continuent de vendre des crédits carbone le résultat va être un véritable gâchis, comme on le voit déjà dans l'État brésilien de l'Acre, où le gouvernement allemand est en train de financer un programme REDD+ « juridictionnel » dénommé « Les pionniers REDD ». (8)

Entre 2012 et 2016, ce programme du gouvernement allemand a payé au gouvernement de l'Acre un total de 25 millions d'euros en échange de documents officiels qui montrent que les émissions dues au déboisement sont restées au-dessous du niveau convenu dans le contrat REDD passé par les deux gouvernements. Or, ce niveau était très généreux. Il n'exigeait pas de faire des réductions additionnelles à celles déjà effectuées les années précédentes, parce que le calcul incluait les années 2003-2005 où le déboisement avait été très fort. L'application par cet État de la législation brésilienne avait déjà abouti à de fortes réductions du taux de déboisement au cours des années suivantes. On pourrait soutenir que le gouvernement allemand était en train de payer l'Acre pour les réductions des émissions effectuées dans le passé grâce à des mesures indépendantes de REDD+, ou que l'Allemagne payait l'État de l'Acre pour qu'il maintienne le stock de carbone des forêts, idée qui avait été considérée comme inabordable à l'époque des premières négociations sur REDD+.

L'État de l'Acre peut affecter l'argent à toute activité qu'il estime nécessaire pour réduire le déboisement. Quand on examine de près ce que le gouvernement de l'État a décidé de faire avec cet argent, on constate, entre autres choses, que beaucoup d'argent a été dépensé en rapports et en études de consultants et que très peu est parvenu aux communautés. Ceci reflète bien les problèmes de REDD+ qui ont été largement constatés ailleurs.

Que nous montre le programme 'Pionniers REDD' sur le système REDD 'juridictionnel' ?

L'examen du programme 'Pionniers REDD' révèle aussi les contradictions qui apparaissent lorsque les programmes REDD « juridictionnels » essaient d'intégrer les projets REDD+ du secteur privé qui vendent déjà des crédits carbone sur le marché volontaire du carbone. Au moins trois de ces projets existent en Acre : ceux de Purus, de Valparaiso et d'Envira. Le bilan des émissions préparé par le gouvernement de l'Acre pour le programme 'Pionniers REDD' avec l'Allemagne déduit 10 % des réductions d'émissions de l'État afin de prendre en compte les crédits carbone vendus par les trois projets REDD+. Purus, par exemple, a vendu des crédits carbone à la FIFA pour compenser une partie des émissions dues à la Coupe du monde de football de 2014. Or, quand on fait les additions nécessaires on s'aperçoit que les trois projets réclament beaucoup plus que les 10 % déduits dans le bilan des émissions présenté par l'État. Cela veut dire qu'il est possible, voire probable, qu'une partie de ces réductions (à supposer qu'elles aient existé) aient été comptée deux fois : par le projet REDD+ du secteur privé qui a vendu les crédits carbone, comme dans le cas de la FIFA, et par l'État de l'Acre dans son bilan. À partir de 2020, cette situation risque de se présenter dans bien d'autres pays. Cela est particulièrement probable dans des pays tels que le Pérou, le Kenya ou la République démocratique du Congo (9) où plusieurs projets REDD+ du secteur privé vendent déjà des crédits carbone et où les entreprises qui dirigent ces projets sont en train de concevoir des programmes REDD+ « juridictionnels ».



Comme le montre l'exemple de l'État de l'Acre, pour les communautés les effets des programmes REDD+ « juridiques » risquent fort d'être pareils à ceux des projets REDD+ individuels : elles seront les premières à devoir restreindre leurs méthodes traditionnelles d'utilisation de la forêt, et les dernières à recevoir une compensation significative ou les « bénéfices » que REDD+ est censé leur apporter.

Jutta Kill, jutta [at] wrm.org.uy

Membre du Secrétariat international du WRM

(1) REDD est l'abréviation de **R**éduction des **é**missions dues au **d**éboisement et à la **d**égradation des forêts. Vous trouverez dans *REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges* des exemples des nombreuses raisons pour lesquelles les projets REDD+ sont nuisibles aux communautés tributaires des forêts (<http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges/>).

(2) Voir *Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et REDD ?* (<http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/quels-rapports-y-a-t-il-entre-les-forets-le-changement-climatique-le-marche-du-carbone-et-redd/>).

(3) Voir aussi le livre de Nick Hildyard *Licensed Larceny* (<http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/licensed-larceny>).

(4) *Comment les projets REDD fragilisent l'agriculture paysanne et les solutions réelles au changement climatique*, rapport de GRAIN et du WRM

(<https://www.grain.org/fr/article/entries/5324-comment-les-projets-redd-fragilisent-l-agriculture-paysanne-et-les-solutions-reelles-au-changement-climatique>).

(5) Il convient de signaler également que le total des réductions promises par les pays est bien trop faible pour que la température mondiale monte de moins de 2 degrés Celsius. En effet, les États-Unis, l'Union européenne, la Chine et l'Inde absorberaient tout le « budget » du carbone fossile qui peut être libéré d'ici à 2050 pour qu'il y ait 50 % de possibilités que la température ne monte que de 2 degrés. Et une bonne partie des émissions de la Chine provient de la production de biens qui sont exportés vers les États-Unis et l'UE

(http://www.globalcarbonproject.org/carbonbudget/16/files/GCP_CarbonBudget_2016.pdf).

(6) *Who takes the credit?* Rapport de FERN et du Third World Network (<http://www.fern.org/whotakesthecredit>).

(7) *A New Paradigm for Voluntary Climate Action: Reduce Within, Finance Beyond.* Rapport de Gold Standard (<https://www.goldstandard.org/blog-item/new-paradigm-voluntary-climate-action-%E2%80%98reduce-within-finance-beyond%E2%80%99>).

(8) *Economía Verde, Povos das Florestas e Territórios: violações de direitos no estado do Acre.* Plataforma Dhesca Brasil.

(9) Rainforest Foundation UK: *Logging in Congo's rainforests: A 'carbon bomb' about to be primed by the Government of Norway?*

(<http://www.rainforestfoundationuk.org/media.ashx/drc-carbon-bomb-briefing-2017.pdf>).



LES ACTIONS EN COURS

Mobilisation pour dénoncer les abus de la SOCFIN, dont le groupe Bolloré est un des actionnaires principaux



Des centaines de personnes issues des villages riverains des plantations de la SOCAPALM et de la SAFACAM se rendent au siège de la SOCAPALM de Bonanjo à Douala pour demander l'ouverture d'un dialogue sérieux. Les riverains dénoncent un dialogue encore très aléatoire, sans cadre solide permettant une résolution effective des problèmes, et considérant très peu d'avancées concrètes depuis ces dernières années. Les communautés locales, organisées à travers la SYNAPARCAM, demandent à rencontrer le directeur général pour mettre en place un cadre de dialogue solide.

Lire en français la communiqué de l'Synergie Nationale des Paysans et Riverains du Cameroun (SYNAPARCAM).

Lire en français la demande de SYNAPARCAM pour rencontre une résolution des conflits.

Pour la défense des peuples indigènes en isolement volontaire du Brésil et du Pérou et contre l'autoroute de Puerto Esperanza



Le Conseil indigéniste missionnaire du Brésil (CIMI), afin d'apporter son soutien aux organisations indigènes du Pérou, manifeste sa forte inquiétude et prend position pour la défense de la vie des peuples indigènes en isolement volontaire qui habitent dans la région transfrontalière du Brésil (Acre) et du Pérou (Madre de Dios), et qui sont menacés par le projet de construction d'une autoroute du côté péruvien, qui relierait Puerto Esperanza et Iñapari. Cette autoroute aurait de graves répercussions écologiques et sociales : elle porterait atteinte aux peuples indigènes et

aux territoires de la région, aux communautés riveraines et paysannes, aux fleuves, aux forêts, à la faune et à la flore. Vous trouverez l'article complet en espagnol à l'adresse :

<https://www.entreculturas.org/noticias/comunicado-del-cimi-en-defensa-de-los-indigenas-de-la-frontera-peru-brasil>

http://www.cimi.org.br/site/pt-br/?system=news&conteudo_id=9298&action=read



Inde : le gouvernement de l'Odisha ne doit pas ignorer les droits forestiers sur le site du projet de POSCO



Le gouvernement de l'Odisha a donné plus de 800 hectares au géant sud-coréen de l'acier POSCO pour la construction d'une centrale électrique qui met en danger près de 4 000 familles. Depuis le début, le projet s'est heurté à la ferme résistance des communautés locales et il a soulevé de graves questions de la part d'organisations écologistes et des droits de l'homme concernant ses effets sur la société et l'environnement. Quand POSCO s'est retirée du projet au début de cette année, le ministre de l'Industrie de l'Odisha a annoncé que la terre serait transférée à une agence d'État, la Société de développement de l'infrastructure industrielle de l'Odisha (IDCO en anglais). Les autorités ont commencé à construire un mur autour du site du projet pour éviter les 'incursions illégales'. Le non-respect du droit de la population indigène d'utiliser ses terres viole non seulement la législation internationale mais les lois nationales indiennes concernant les droits à la terre et aux forêts. Vous trouverez davantage d'information en anglais à l'adresse :

<https://www.amnesty.org.in/show/news/odisha-government-must-not-ignore-forest-rights-claims-on-posco-project-sit>.

Agua Zarca, au Honduras : le piège des banques



Le Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH) exige, depuis 2013, que les banques FMO (Pays-Bas), Finn Fund (Finlande) et BCIE (Banque centraméricaine d'intégration économique) se retirent du projet Agua Zarca sur le fleuve sacré Gualcarque, à cause de leur implication dans les dépossession et les morts dans la communauté de Río Blanco. À ce jour, aucune des trois banques n'a effectué sa sortie du projet, bien que la FMO et la Finn Fund l'aient annoncée dès le mois de mai 2016. Le COPINH affirme que la permanence des banques équivaut à prolonger les agressions et les intimidations à l'égard de la communauté. Les banques FMO et Finn Fund se sont efforcées d'éviter toute responsabilité dans les meurtres et les violations des droits de l'homme que le projet a suscités, elles ont contribué à donner une fausse version des faits qui ignore le rôle de l'entreprise DESA dans la violence et la répression et qui vise à en accuser les communautés, afin de blanchir son image au plan international. Vous trouverez le communiqué de COPINH en espagnol à l'adresse :

<https://www.copinh.org/articulo/copinh-la-trampa-de-los-bancos/>.



Appel à l'action : aidons les activistes à arrêter l'abattage de la dernière forêt de plaine européenne



Après des années d'efforts pour limiter la coupe d'arbres et accroître l'étendue des zones protégées dans la forêt de Bialowieza, en Pologne, le gouvernement polonais a entrepris un abattage intensif, sous prétexte d'une invasion de bostryches typographes, un ravageur des forêts d'épicéas. Au cours des quatre premiers mois de 2017, plus de 10 000 arbres ont été coupés à des endroits de la forêt où se trouvent les arbres les plus vieux, qui ont plus d'un siècle. Une loi récemment approuvée interdisant l'entrée dans la plupart de ce site du patrimoine mondial de l'UNESCO évite que le public puisse contrôler l'intensification de l'extraction. Un groupe d'activistes a installé un campement pour arrêter la dévastation de la forêt et pour conseiller qu'elle soit transformée en parc national ; ils ont réussi à empêcher la coupe en plusieurs occasions. Le groupe appelle le public à rejoindre le campement, à répandre l'information et à faire un don pour soutenir son action. Vous trouverez la déclaration en anglais à l'adresse :

<http://skyddaskogen.se/en/news/2666-action-alert-save-bialowieza-forest-europes-last-primeval-temperate-forest>

Philippines : des femmes demandent l'arrêt des bombardements à Marawi et la révocation de la loi martiale à Mindanao



Des femmes leaders de plusieurs organisations nationales, régionales et internationales réclament que l'on révèle la vérité sur ce qui se passe à Marawi et à Mindanao, aux Philippines, et que les coupables de violence soient poursuivis. Environ 130 personnes ont été tuées, des milliers d'autres se sont retrouvées bloquées et des dizaines de milliers ont dû fuir par suite d'une opération militaire bâclée dont le but était de capturer Isnilon Hapilon, un chef d'Abou Sayyaf. La loi martiale a été déclarée sur toute l'île de Mindanao. Le groupe de femmes leaders a rappelé au public que les guerres et le militarisme ont toujours pris pour cible les corps des personnes considérées comme objets sexuels et comme les plus vulnérables, c'est-à-dire les femmes. Ainsi, la prostitution, le viol, la migration forcée et toutes les formes de violence à l'égard des femmes deviennent des armes de guerre pour combattre les ennemis supposés. Vous trouverez la déclaration en anglais à l'adresse : <https://hronlineph.com/2017/06/03/statement-women-call-to-stop-the-bombings-in-marawi-revoke-martial-law-in-mindanao-as-both-aggravate-violence-against-women/>.



RECOMMANDATIONS

50 ans plus tard : un bilan de l'impact des opérations de la Banque asiatique de développement sur la région



La Banque asiatique de développement (BAsD) est, depuis cinquante ans, la deuxième source de financement pour le développement de la région Asie-Pacifique, juste après le Groupe Banque mondiale. *Focus on the Global South* a publié un bulletin spécial qui met en lumière l'opposition de la population asiatique à la Banque. Le bulletin montre que cette institution a favorisé les inégalités et la mauvaise gouvernance, tout en bénéficiant du plus haut degré d'immunité par rapport à la législation nationale au moment de répondre d'investissements problématiques, de conseils politiques erronés, de violations des droits des personnes et de destruction de l'environnement. Le document vise à joindre les mouvements populaires et la société civile dans une attaque de portée régionale contre l'immunité de la BAsD. Vous trouverez cette publication et d'autres matériels préalables produits par l'organisation (en anglais seulement) à l'adresse : <https://focusweb.org/page/adb50/>

Rapport sur la transparence au sujet du marché du carbone au Pará, Brésil



Artigo 19 a présenté le rapport *Vim Aqui Para Saber: O Que É O Carbono?* (Je suis venu pour savoir ce qu'est le carbone. L'accès à l'information et à l'économie verte au Pará). Le rapport analyse et critique l'absence de moyens d'accéder à de l'information correcte sur les projets relatifs au marché du carbone et au système REDD+ (Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts), et à la participation sociale aux projets de ce genre en cours au Pará. Vous trouverez le rapport en portugais à l'adresse : <http://artigo19.org/blog/2017/03/24/11201/>.



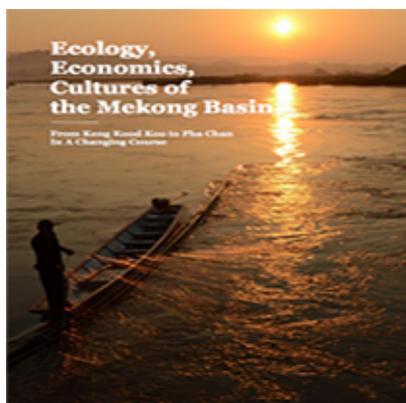
Oilwatch : les nouvelles frontières de l'extraction pétrolière en Amérique latine



Un rapport d'Oilwatch centré sur les dénommées « énergies extrêmes » réunit dix articles qui analysent les initiatives prises par des gouvernements et des entreprises pour maintenir la génération d'énergie d'origine fossile. Qu'il s'agisse de l'extraction de brut lourd et extra-lourd, de sables bitumineux, du forage en eau de plus en plus profonde ou de fracturation hydraulique, les énergies extrêmes ont besoin également d'une chaîne mondiale d'installations et de moyens de transport. En plus de la forte destruction environnementale, ceci provoque l'aggravation de la violence exercée sur les peuples traditionnels et sur

leurs moyens d'existence. Vous trouverez le rapport en espagnol à l'adresse : <http://www.oilwatchesudamerica.org/ultimas-noticias/213-region-latinoamericana/5100-2017-05-15-22-57-27.html>.

L'écologie, l'économie et la culture du bassin du Mékong : de Keng Kood Koo à Pha Chan le long d'un cours changeant



Présentée par l'organisation thaïlandaise TERRA, cette publication raconte l'histoire des communautés riveraines du Mékong dans 25 sous-districts de 7 provinces du nord-est de la Thaïlande (Isaan). Elle vise à donner vie aux connaissances particulières modelées par le fleuve international le plus long du Sud-est asiatique, le Mékong. Elle montre la délicate complexité de l'hydrologie et des écosystèmes secondaires du Mékong, qui sont la base de la vie et de la subsistance des peuples riverains. Elle étudie également les cultures locales et les valeurs socio-

économiques qui y sont attachées, avec des références à l'histoire et aux modes de vie. Vous trouverez cette publication en anglais et en thaïlandais à l'adresse : <http://terraper.org/web/en/node/1824>.



« La biotechnologie pour les biocombustibles », une nouvelle page web



L'organisation Biofuelwatch présente une nouvelle page web consacrée à ses analyses des divers aspects de la biotechnologie appliquée à la manipulation des produits agricoles, des arbres et des microbes pour la fabrication de biocombustibles et pour le développement de l'économie « biologique ». Le site comporte des recherches en profondeur concernant trois producteurs de biocombustibles (Algenol, Mascoma et Solazyme/TerraVia); il sera actualisé bientôt avec des rapports sur les algues et les biocombustibles cellulosiques, auxquels suivront d'autres matériels. Vous vous rendez sur le site (en anglais) en suivant le lien <http://www.biofuelwatch.org.uk/2017/biotechnology-for-biofuels/>

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Inscrivez-vous au Bulletin du WRM

<http://wrm.us9.list-manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6>

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Rédacteur en chef: Winfridus Overbeek

Editeur responsable: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Jutta Kill, Flavio Pazos, Teresa Perez

Secrétariat International du WRM

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>